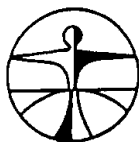




INTERNATIONAL CENTRE FOR  
TRADE AND SUSTAINABLE  
DEVELOPMENT



enda tiers-monde

# PASSERELLES

entre le commerce et le développement durable

Vol. I No 3

Mai-juillet 1999

## Seattle : quel mandat de négociation ?

Alors que la seconde phase préparatoire de la Conférence ministérielle de Seattle (du 30 novembre au 3 décembre 1999) tire à sa fin, les objectifs des Membres de l'OMC pour les futurs pourparlers sur la libéralisation des échanges sont maintenant pour la plupart clairement définis. Avec plus de 100 propositions soumises, les Membres doivent concilier des objectifs divergents afin de parvenir à un mandat de négociation. Ce dernier sera adopté comme partie de la Déclaration ministérielle de Seattle, dont la rédaction par les Membres est prévue en septembre.

Les négociations sur l'agriculture et les services sont déjà prévues dans ce que l'on appelle le programme incorporé. Toutefois, les Membres sont divisés entre ceux qui souhaitent limiter les négociations à ces sujets et à la mise en œuvre des Accords existants et ceux qui préconisent des négociations globales. Celle-ci engloberaient non seulement le programme incorporé, mais aussi la réduction des taux de douane industriels et plusieurs autres questions dites 'nouvelles'. Le tout devant être adopté simultanément, comme cela avait été le cas durant le Cycle d'Uruguay (voir encadré p.2).

Quel que soit le mandat de négociation adopté en novembre, le 'Cycle de Seattle' s'annonce parmi les pourparlers commerciaux les plus difficiles jamais entrepris. Le seul consensus qui se dégage actuellement porte sur la nécessité de conclure ce nouveau cycle dans un délai relativement court, de préférence trois ans.

Nous résumons ci-dessous les faits nouveaux de la phase préparatoire. L'objectif est de délimiter les positions respectives des Membres avant que ces derniers ne recommencent, après les vacances estivales, leurs discussions sur le contenu concret du mandat qui devra être défini à Seattle.

### Mise en œuvre des Accords existants

Lors de la réunion informelle du Conseil général de l'OMC les 7 et 8 juin, les Membres ont débattu d'une communication informelle ('non-paper') sur les questions de mise en œuvre. A cette occasion, de nombreux pays en développement, menés par l'Inde, le Pakistan et l'Egypte, ont insisté pour que cette question soit le principal objet des pourparlers à venir. Présenté par la Zambie, la Jamaïque, le Kenya, le Pakistan, le Sri Lanka, la Tanzanie et l'Ouganda, ce document de 42 pages examine une série de problèmes qui sont apparus avec la mise en œuvre des Accords de l'OMC et propose des actions visant à 'rendre le système plus réactif aux besoins des pays en développement'.

Ce document se penche sur les préoccupations en matière d'accès aux marchés, tout particulièrement pour les textiles et les produits agricoles; les obligations des pays en développement découlant de la libéralisation des échanges; la protection des industries naissantes; les restrictions au commerce pour des raisons de balance des paiements; les sauvegardes et l'antidumping; les obstacles techniques au commerce; les mesures sanitaires et phytosanitaires; les problèmes rencontrés dans la mise en œuvre de l'Accord sur les droits de propriété intellectuelle touchant au commerce (ADPIC), de l'Accord sur les mesures concernant les investissements liées au commerce (MIC) et du GATS; les obligations de notification; et les failles dans le système de règlement des différends.

L'Inde a également soumis plusieurs propositions portant sur la révision des Accords existants (amendement de l'Accord sur les mesures d'investissement ...). (Voir page 3 les articles concernant les propositions zambien-nes et indiennes).

### Agriculture

Un grand nombre de pays appuient les objectifs du Groupe de Cairns visant à la réduction/l'élimination des subventions gouvernementales pour la production et les exportations agricoles. Leurs propositions visent essentiellement à l'ouverture des marchés agricoles fortement protégés de l'Union européenne, du Japon, de la Corée, de la Norvège et de la Suisse. Pour contrer ces arguments, ces derniers continuent à mettre l'accent sur la nature 'multifonctionnelle' de l'agriculture qui justifierait un soutien gouvernemental pour des raisons écologiques et sociales.

Alors que la plupart des pays en développement se sont joints aux critiques contre les programmes de subventions des pays industriels, nombre de ces derniers lutteront avec acharnement pour préserver le droit de subventionner les activités agricoles qui prennent en compte des 'préoccupations autres que d'ordre commercial' telles que la sécurité alimentaire.

Un certain nombre de pays d'Amérique Latine ont soutenu que les pays en développement devraient être autorisés à appuyer les efforts visant à améliorer la commercialisation, le transport, la diversification de la production agricole ainsi que l'observation des normes sanitaires et phytosanitaires.

L'Inde et le Pakistan en particulier ont mis l'accent sur le fait que les dispositions du traitement spécial et différencié devraient couvrir les programmes de soutien à l'agriculture dans les pays en développement. Lors de la réunion des 7 et 8 juin, l'Inde a souligné le fait que l'idéologie actuelle de libéralisation des échanges commerciaux ne tient pas compte de façon adéquate des préoccupations autres que d'ordre commercial et a demandé plus de flexibilité dans le soutien interne aux producteurs agricoles dans les pays en développement.

**Biotechnologie :** Les Etats-Unis et le Canada sont déterminés à inclure d'une façon ou d'une autre la biotechnologie dans les négociations. Selon une proposition américaine (WT/GC/W/186), le cadre existant dans l'Accord de l'OMC sur l'agriculture 'devrait être complété par des disciplines supplémentaires, selon les besoins, pour prendre en compte les nouveaux défis auxquels est confronté le secteur agricole'. Cette formulation indique que les Etats-Unis pourraient tenter de conclure un accord 'autonome' ou un ensemble de dispositions sur les procédures d'approbation et sur l'étiquetage pour les produits biotechnologiques.

### Services

La plupart des délégations semblent être d'accord sur le fait que les négociations sur les services doivent être élargies pour couvrir tous les secteurs et tous les modes d'approvisionnement. Lors de la réunion de juin, l'Inde a noté que l'article XIX.2 du GATS accorde effectivement une certaine flexibilité aux pays en développement pour qu'ils ouvrent moins de secteurs et qu'ils libéralisent moins de types de transactions.

### Sommaire

<b>Seattle : quel mandat de négociation ?</b>	<b>1</b>
<b>Les négociations agricoles à l'OMC du point de vue du Sud</b>	<b>7</b>
<b>Alternative africaine à l'UPOV pour la protection des nouvelles variétés végétales</b>	<b>10</b>
<b>Consultations africaines relatives aux négociations ACP-UE sur le renouvellement de la Convention de Lomé</b>	<b>13</b>
<b>Calendrier et ressources documentaires</b>	<b>16</b>

(Suite à la page 2)

*Seattle : quel mandat de négociation ? (suite de la page 1)*

L'Australie, le Chili et la Nouvelle Zélande ont proposé que les négociations entraînent des niveaux plus élevés de libéralisation dans le transport aérien et maritime, une simplification des listes et une plus grande transparence dans les engagements, la limitation du champ et du nombre d'exceptions à la clause de la nation la plus favorisée, et l'établissement de prescriptions sur la réglementation intérieure (WT/GC/W/204). Ils ont également mis l'accent sur le fait que les négociations devraient aboutir à 'des engagements plus équilibrés dans tous les modes d'approvisionnement', y compris la circulation des personnes physiques en tant que prestataires de services. Ce dernier point qui est une priorité majeure des pays en développement a été particulièrement appuyé par le Pakistan lors de réunions préparatoires antérieures.

Aux Etats-Unis, des compagnies engagées dans l'exploration, le développement, la commercialisation et la gestion de ressources énergétiques ont formé une Coalition – Energy Services Coalition – dans le but d'inclure l'énergie dans les pourparlers sur les services à Seattle. Ces compagnies œuvrent actuellement, avec le Représentant des Etats-Unis pour les questions commerciales internationales, à identifier les secteurs des services de l'énergie qui sont couverts par l'Accord général sur le commerce des services (GATS) et ceux qui devraient être inclus dans une annexe séparée. L'énergie est également un des secteurs pour lesquels les pays de l'APEC (Coopération économique Asie-Pacifique) poussent à une libéralisation accélérée des droits de douane durant la prochain cycle de négociations.

**Sujets de négociations possibles**

Lors de la réunion des 7 et 8 juin, l'Inde a mis l'accent sur le fait que les négociations sur le programme incorporé (agriculture et services) devraient être séparées de celles sur d'autres questions et ne devraient pas dépendre de progrès réalisés ailleurs. L'Inde a également déclaré qu'elle était confrontée à des problèmes et à des sensibilités internes en ce qui concerne l'élargissement du champ des négociations au-delà du programme incorporé.

**Accords régionaux :** Tant des pays développés que des pays en développement se sont dits préoccupés des liens imprécis entre les règles de l'OMC et les accords commerciaux régionaux. Lors de la réunion des 7 et 8 juin, de nombreux Membres ont convenu que le Comité des Accords commerciaux régionaux de l'OMC ne fonctionnait pas de façon adéquate et qu'il faudrait réexaminer toute la question des arrangements commerciaux régionaux. Une proposition japonaise soumise le 22 juin résume ces préoccupations.

Elle suggère une clarification d'un certain nombre de concepts clés découlant de l'article XXIV du GATT et de l'article V:1 du GATS ainsi que le renforcement des procédures d'examen par l'établissement d'un processus de réexamen, qui assure l'exécution des résultats de l'examen et qui établit une obligation de notification d'intégration économique libéralisant le commerce des services.

(suite à la page 6)

**Le Conseil général décide une dérogation en faveur des PMA**

Lors de sa réunion du 15 juin, le Conseil général de l'OMC a adopté une décision qui permettra aux pays en développement d'accorder un accès aux marchés préférentiel aux exportations des pays les moins avancés – une décision déjà prise antérieurement pour les pays développés. La décision déroge à l'obligation de la nation la plus favorisée 'dans la mesure nécessaire de permettre aux pays en développement membres d'accorder un traitement tarifaire préférentiel aux produits des pays les moins avancés, désignés comme tels par les Nations Unies, sans être tenus d'étendre les mêmes tarifs douaniers aux produits de tout autre membre'.

Les droits de douane préférentiels doivent toutefois 'être accordés sur une base généralisée, non-réciproque et non-discriminatoire' et ne doivent pas 'constituer des obstacles ou créer des difficultés pour le commerce de tout autre membre'. Il y a entre les membres un consensus tacite selon lequel les 48 pays les moins avancés, qui ne comptent que pour 0,3% du commerce mondial, doivent être mieux intégrés au système commercial multilatéral. De nombreux pays industriels offrent déjà un accès en franchise aux produits des PMA et l'Union européenne fait pression pour un engagement de l'ensemble des pays industriels vis-à-vis de droits de douane nuls pour les produits des PMA à Seattle.

**Accréditation des ONG pour Seattle**

Le Conseil général a également convenu, le 15 juin, d'avoir recours, pour les groupes non-gouvernementaux souhaitant assister à la Conférence ministérielle de Seattle, aux mêmes procédures d'inscription que celles utilisées lors des précédentes conférences ministérielles de l'OMC. Les ONG doivent fournir en détail tous les renseignements nécessaires montrant comment elles sont engagées dans des questions liées à celles de l'OMC. Les groupes qui ont été inscrits et qui ont assisté aux Conférences ministérielles précédentes ou aux symposiums sur l'environnement et le développement, en mars 1999, seront uniquement tenus de joindre à leur demande un exposé plus bref de leurs activités et de la façon dont elles sont liées à celles de l'OMC. Il leur faudra également mentionner la référence de la réunion à laquelle ils ont été inscrits et à laquelle ils ont assisté.

Les demandes d'inscription jointes à l'exposé des activités de l'ONG devront être envoyées par courrier avant le 16 août 1999 à l'adresse suivante : Division des Relations Extérieures, Centre William Rappard, 154 rue de Lausanne, 1211 Genève 21, Suisse. Pour un complément d'information, consulter : <http://www.wto.org/wto/ngo/ngojune.htm>

**Quelques exemples de thèmes couverts par le programme incorporé**

**Questions en attente**

- Les services (services maritimes, marchés publics, subventions, comptabilité, services environnementaux)
- Contournement des droits antidumping
- L'harmonisation des normes d'origine non préférentielles
- Réforme de l'Article 10.2 de l'accord sur l'agriculture

**Réexamens spéciaux**

- Subventions (Articles 8, 9 et 27.6 de l'accord sur les subventions et les mesures compensatoires)
- Article 27.3(b) de l'accord sur les droits de propriétés intellectuelles touchant au commerce (Protections des variétés végétales)
- Règles pour la révision des normes antidumping
- Application de mesures concernant les investissements et liées au commerce et nécessité de les compléter par des disciplines sur l'investissement et la politique de la concurrence
- Interprétation des normes sur la modification et le retrait de concessions,

de clauses de l'antériorité et des dispenses

- Applications des engagements de l'accord sur l'agriculture

**Réexamens réguliers**

- Fonctionnement du mécanisme de révisions des politiques commerciales
- Procédures de notification
- Application et fonctionnement des Accords sur l'évaluation en douane, les licences d'importation, les sauvegardes, l'antidumping, les normes d'origine, les procédures de règlement des différends et la propriété intellectuelle

**Nouvelles négociations**

- poursuite du processus de réforme de l'accord sur l'agriculture (Article 20)
- Plus grande libéralisation du commerce des services
- Marchés publics

*Tiré de Puentes Vol 1, n°5, Abril-Mayo 1999*

## Communication de la Zambie, de la Jamaïque, du Kenya, du Pakistan, du Sri Lanka, de la Tanzanie et de l'Ouganda

Lors d'une séance informelle de la session spéciale du Conseil général tenue les 7 et 8 juin derniers, la Zambie a soumis une communication au nom d'une série de pays du Sud comprenant la Jamaïque, le Kenya, le Pakistan, le Sri Lanka, la Tanzanie et l'Ouganda. Celle-ci énumère les problèmes auxquels la plupart des pays en développement sont confrontés dans la mise en œuvre des accords du GATT et avance une série de propositions en vue des prochaines négociations. Le présent article résume quelques uns des points proposés (**voir également l'article de la page 1 «Seattle: quel mandat de négociation»**).

En matière d'accès aux marchés des pays industrialisés, la communication suggère d'améliorer l'accès préférentiel dont jouissent les pays en développement dans le cadre du Systèmes généralisés de préférences en allant vers une harmonisation des règles d'origine et en accordant un libre accès à tous les produits originaires des pays les moins avancés. L'accès préférentiel doit être complété par une réduction, dans les pays développés, des droits de douanes qui augmente en fonction du degré de transformation d'un produit (tarifs progressifs) ainsi que les pics tarifaires. Une dérogation de dix ans devrait être accordée pour permettre la poursuite des Accords de Lomé lorsque la présente dérogation expirera en février 2000.

En ce qui concerne l'agriculture, la communication demande aux pays industrialisés de réduire les pics tarifaires et leurs droits de douanes progressifs. L'administration des systèmes de quotas doit être simplifiée et harmonisée entre les différents importateurs. Les subventions domestiques et les subventions à l'exportation doivent être réduites, même si une certaine flexibilité doit être accordée aux pays du Sud qui veulent développer un secteur agricole particulier (exportation de fruits et de fleurs).

Les pays en développement doivent également jouir d'une certaine flexibilité pour prendre les mesures nécessaires garantissant la sécurité alimentaire. Finalement, la décision de l'OMC concernant les pays importateurs nets de produits alimentaires doit se concrétiser en assurant une assistance technique accrue. Une telle assistance est également nécessaire pour les pays affectés par la chute des prix des matières premières. Concernant les services, la communication présentée par la Zambie plaide pour la libéralisation en matière de mouvement de personnes physiques.

L'Accord sur les Aspects des droits de propriétés intellectuelles qui touchent au commerce (ADPIC) doit être clarifié, en particulier l'Article 27.3(b), qui prévoit que les végétaux doivent être protégés soit par un brevet, soit par un système sui generis. Les dispositions de cet Accord portant sur la brevetabilité des variétés végétales et des micro-organismes génétiquement modifiés autorisent les pays disposant de ressources génétiques de faire 'des engagements contractuels' demandant aux firmes qui les utilisent à des fins de recherche, de leur verser des droits pour une telle utilisation, ainsi que des redevances si les inventions sont brevetées. Ces détenteurs des droits pourraient être contraints à:

- Déclarer l'origine des matériels utilisés et démontrer avoir obtenu le consentement préalable du pays d'origine, et, le cas échéant, des communautés autochtones ou agricoles; et
- Payer une compensation aux pays ou aux communautés qui étaient détenteurs du matériel ou des connaissances traditionnelles utilisées dans le développement de l'obtention.

La communication propose également, toujours dans le cadre de l'Accord sur les ADPIC, la possibilité pour les pays en développement d'imposer des licences obligatoires aux profits des industries nationales, pour la fabrication et la commercialisation de médicaments dans le cas où ces médicaments brevetés figurent sur la liste des médicaments essentiels de l'OMS, pour assurer qu'ils soient vendus à des prix raisonnables.

En matière d'obstacles techniques au commerce (OTC) et de normes sanitai-

res et phytosanitaires, les normes internationales dont l'adoption est encouragée par l'OMC se négocient souvent sans la participation des pays en développement. La communication propose par conséquent que, pour qu'une norme soit considérée comme étant internationale, celle-ci doit avoir été négociée par un nombre minimum de pays dans diverses régions et avoir été acceptée par consensus.

En ce qui concerne les textiles, les pays développés sont invités à accroître rapidement leur accès au marché, à respecter l'Accord sur les textiles à la lettre et à s'abstenir d'avoir recours de façon répétée à des mesures de sauvegarde ou antidumping.

Les auteurs de la communication proposent également une série de mesures concernant les investissements et liées au commerce (MIC) et la balance des paiements pour assurer la défense et la promotion de leurs industries naissantes et la diversification de leurs économies.

## L'Inde fait pression en vue de la révision et non de l'élargissement des Accords de l'OMC

A la suite de sa participation à la fin du mois de mai à une Réunion ministérielle à Budapest du groupe de pays développés et de pays en développement appelés les «Amis du nouveau Cycle de négociations», l'Inde a fait savoir qu'elle profiterait de la troisième Conférence ministérielle de l'OMC pour promouvoir la révision des accords du GATT, afin que soient mieux pris en compte les besoins des pays en développement.

L'Inde a soumis quatre notes d'information à la réunion informelle du Conseil général de l'OMC des 7 et 8 juin sur les préparatifs de la troisième Conférence ministérielle de l'OMC (**voir également l'article de la page 1 «Seattle: quel mandat de négociation»**).

L'Inde a déclaré qu'elle souhaitait la révision de l'Accord sur les subventions et les mesures compensatoires, de l'Accord sur les mesures sanitaires et phytosanitaires, de l'Accord sur les mesures concernant les investissements et liées au commerce et de l'Accord sur la mise en œuvre de l'article VI de l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce de 1994 – qui traite des mesures antidumping.

Concernant l'Accord sur les mesures sanitaires et phytosanitaires, l'Inde a fait valoir que l'application arbitraire et restrictive des mesures sanitaires et phytosanitaires aux exportations agricoles des pays en développement était un obstacle majeur au commerce. Elle a proposé que cet Accord soit révisé pour prévoir des délais plus longs pour que les pays en développement observent les mesures sanitaires et phytosanitaires internes. En outre, elle a déclaré que la participation des pays en développement aux activités internationales en matière de normalisation (par exemple, le Codex Alimentarius) «a été limitée et inefficace» et a préconisé une représentation plus large dans les organismes globaux ayant une activité normative.

L'Inde a fait valoir que l'Accord de l'OMC sur les subventions et les mesures compensatoires privilégie les pays développés. Elle a noté que les subventions favorables aux pays développés (par exemple les subventions à l'agriculture) «ne donnent pas lieu à une action» au titre des procédures de règlement des différends. Elle a déclaré qu'elle faisait pression pour que la liste de subventions ne donnant pas lieu à une action soit élargie pour inclure les subventions dont bénéficient les pays en développement.

En ce qui concerne l'investissement, l'Inde a déclaré que l'Accord existant de l'OMC sur les mesures concernant les investissements et liées au commerce devrait être amendé et prolongé au-delà de l'an 2000 pour permettre aux pays en développement de continuer à avoir recours aux exigences en matière de contenu d'origine nationale et de résultats à l'exportation pour les projets d'investissement étranger direct 'car les dispositions existantes bloquent l'accélération du processus d'industrialisation dans ces pays'. Il est actuellement établi que ces mesures devaient être progressivement supprimés d'ici janvier 2000.

(suite à la page 4)

**Communication de l'Inde (suite de la page 3)**

Dans le même ordre d'idées, les Etats-Unis ont soumis début juin une demande de consultation avec l'Inde au sujet de sa politique de l'automobile. Selon les Etats-Unis, les règles indiennes en matière de contenu d'origine nationale et les prescriptions relatives au niveau minimal des exportations enfreignent l'article 8 de l'Accord sur les mesures concernant les investissements et liées au commerce ainsi que d'autres règles commerciales. L'Union européenne et le Japon ont précédemment déposé des plaintes à l'OMC contre la politique de l'automobile de l'Inde.

**La SAARC s'oppose à une série globale de négociations du millénaire, le Japon propose un nouvel accord de libre échange**

Les Membres de la South Asian Association for Regional Co-operation (SAARC) se sont réunis mi-mai pour discuter d'un agenda commun pour la troisième Conférence ministérielle de l'OMC, prévue à Seattle vers la fin de cette année. La SAARC regroupe l'Inde, le Pakistan, le Bangladesh, le Népal, le Bhoutan, le Sri Lanka et les Maldives. Les Membres de la SAARC ont convenu qu'au lieu de lancer une nouvelle série de pourparlers commerciaux globaux, les Membres de l'OMC devraient accorder la priorité à la mise en œuvre des accords existants et examiner l'impact de ces accords sur les pays en développement et les pays les moins avancés (PMA).

Les ministres de la SAARC ont convenu de rejeter toutes les demandes visant à établir un lien entre le commerce et le travail à l'OMC, soutenant la position des pays en développement sur la question lors de la première Réunion ministérielle à Singapour, en 1996, réunion au cours de laquelle la question avait été renvoyée devant l'OIT comme étant l'agence appropriée pour traiter des liens entre le commerce et le travail.

Concernant l'agriculture, les Membres de la SAARC se sont mis d'accord sur la nécessité d'une suppression totale des subventions à l'exportation, mais ont noté qu'il faudrait accorder aux PMA et aux pays en développement importateurs nets de produits alimentaires des sauvegardes adéquates en matière de sécurité alimentaire.

Les ministres de la SAARC ont également convenu de prendre en compte collectivement les questions touchant aux droits de propriété intellectuelle à l'OMC. Les pays de la SAARC ne comptent que pour 1% de l'ensemble du commerce mondial, en dépit du fait que ces pays regroupent 20% de la population mondiale.

Dans un autre domaine, le Japon a proposé mi-mai la création d'une zone de libre échange d'Asie du Nord-Est regroupant le Japon, Hong Kong, la Corée du Sud et Taiwan. Le ministre japonais du commerce international et de l'industrie a fait la proposition, en déclarant que la région avait encore à tirer profit d'une intégration régionale qui pourrait contrer d'autres regroupements commerciaux puissants tels que l'Association de libre-échange nord-américaine (ALENA, formée par les Etats-Unis, le Mexique et le Canada).

Selon le rapport du Ministre du commerce, un groupement économique régional rehausserait l'influence du Japon dans les pourparlers commerciaux multilatéraux. Tous les Membres de l'OMC sauf trois - le Japon, la Corée du Sud et Hong Kong - sont membres d'au moins un accord commercial régional.

Pour sa part, le Comité conjoint de coopération de l'Union européenne et de l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est (ANASE) se réunira à Bangkok en mai pour débattre d'une coopération future dans les domaines de l'industrie, du commerce, de l'investissement, de la science et de la technologie.

Le Comité conjoint de coopération ne s'est pas réuni depuis juillet 1997 en raison d'un différend entre l'Union européenne et l'ANASE, portant sur l'admission de la Birmanie au sein de l'ANASE. En effet, l'Union européenne ne reconnaît pas les autorités militaires de la Birmanie, à la suite

d'une contestation portant sur les résultats des élections birmanes de 1990, supposées avoir été remportées par l'opposition dirigée par Aung San Suu Kyi.

**Le Comité des obstacles techniques au commerce discute d'étiquetage et de normes**

Lors de la réunion des 10 et 11 juin du Comité des obstacles techniques au commerce (OTC) de l'OMC, les Membres ont de nouveau débattu de la réglementation 1139/98 de l'Union européenne qui demande que les produits contenant du soja ou du maïs génétiquement modifié soient étiquetés comme tels. Les Etats-Unis et le Canada ont soulevé la question, en se disant peu satisfaits, entre autres, des raisons scientifiques sur lesquelles l'Union européenne fonde la distinction qu'elle fait entre les produits génétiquement modifiés et les autres produits.

Les Etats-Unis ont également soumis une compilation de 11 notifications de programmes d'étiquetage de produits conformément à l'Accord sur les obstacles techniques au commerce. Cette compilation renvoie à des programmes introduits par des pays, dont le Japon, la Nouvelle Zélande, l'Australie et la Norvège qui demandent l'étiquetage des produits génétiquement modifiés ou des nouveaux produits alimentaires.

La réunion du Comité des OTC a été précédée par un symposium de deux jours sur les Procédures d'évaluation de la conformité (mentionnés dans les articles 5-9 de l'Accord de l'OMC sur les obstacles techniques au commerce). Avec la disparition des obstacles traditionnels au commerce, les normes, les réglementations techniques et les procédures d'évaluation de la conformité ont pris de l'importance comme obstacles non tarifaires au commerce.

On est cependant relativement peu informé sur l'étendue et la nature de ces obstacles et encore moins sur leur impact quantitatif, spécialement dans les pays en développement. Pour faciliter les échanges, des initiatives régionales sur les normes et sur l'évaluation de la conformité semblent plus prometteuses qu'une approche multilatérale en raison de la plus grande confiance et de la communauté d'intérêts au niveau régional.

L'objectif du symposium était d'approfondir la perception par les Membres des questions en jeu, telles que les différentes approches de la reconnaissance des résultats des procédures d'évaluation de la conformité, le rôle des systèmes internationaux et régionaux dans l'évaluation de la conformité, et la façon d'aider les pays en développement à renforcer leurs capacités en matière de procédures d'évaluation de la conformité. Assistaient au symposium différents acteurs dans ce domaine, y compris des organisations intergouvernementales et des organismes tels que Forest Stewardship Council.

Le Comité des OTC a lui-même repris des questions soulevées lors du symposium. Une question dont les membres avaient discuté auparavant et sur laquelle ils sont revenus était de se mettre d'accord sur des critères pour déterminer quels organismes pouvaient être reconnus comme organismes à activité normative. Jusqu'ici, les Etats-Unis et l'Union européenne avaient des positions très divergentes sur la question - les Etats-Unis ayant une approche davantage axée sur le marché, avec de nombreux organismes (y compris dans le secteur privé) ayant la capacité d'établir des normes, alors que l'Union européenne souhaite une approche plus structurée. Le Japon a déposé une proposition sur le sujet et comme l'a déclaré le représentant d'un Membre de l'OMC à BRIDGES Weekly Trade News Digest, 'Nous progressons vers une définition plus claire de ce que peut être un organisme ayant une activité normative reconnu par les OTC'.

**Le Comité du commerce et du développement discute des préparatifs de la Conférence ministérielle**

Le Comité du commerce et du développement s'est réuni le 16 juin. Le point principal débattu était la contribution que le Comité pourrait apporter à la Réunion ministérielle de Seattle. Alors que plusieurs pays, dont l'Egypte, le

Maroc, le Mexique et l'Australie déclaraient que le Conseil général était manifestement le forum où devait se débattre tout ce qui avait trait aux préparatifs en vue de la Conférence ministérielle, le sentiment général était que le Comité du commerce et du développement avait un rôle à jouer pour aider les gouvernements à se préparer à un nouveau cycle de négociations.

L'Australie a également estimé que le Comité pourrait examiner les défis spéciaux auxquels sont confrontés les pays à faible revenu dans le système commercial multilatéral, particulièrement dans le domaine de l'accès aux marchés. L'Australie a en outre proposé d'élargir le champ pour l'assistance technique et le renforcement des capacités. Le Mexique a suggéré que le Comité du commerce et du développement propose quelques questions à transmettre au Conseil général avant le 30 septembre, questions qui devront être prises en compte dans les préparatifs de la Réunion ministérielle.

Lors de la réunion la plus récente du Comité, les Membres ont de nouveau fait état du document sur le Traitement spécial et différencié que le Secrétariat est en train de préparer. Peu de réponses au questionnaire envoyé en 1998 ont été reçues, mais plusieurs pays ont proposé que le Secrétariat compile les réponses collectées.

### Confirmation du nouveau Directeur Général de l'OMC

Lors d'une réunion du Conseil général de l'OMC, le 22 juillet, les Membres ont confirmé un accord conclu mardi 20 juillet, suite à une réunion informelle du Conseil général, visant au partage du mandat de Directeur général de l'OMC (DG) en deux termes successifs de trois ans, entre Mike Moore de la Nouvelle Zélande et Supachai Panitchpakdi de la Thaïlande.

Selon le plan d'alternance convenu, M. Moore assumera les fonctions de Directeur général de l'OMC à compter du 1<sup>er</sup> septembre 1999. M. Supachai dirigera cette organisation du 1<sup>er</sup> septembre 2002 à août 2005. Les Membres ont convenu qu'il n'y aurait aucune prolongation de ces deux termes.

L'accord sur le partage du mandat a mis fin à une année de pourparlers acharnés. Cependant, l'arrangement a laissé un sentiment d'insatisfaction qui a incité les Membres à convenir d'œuvrer à l'établissement d'un ensemble complet de règles et procédures pour de telles nominations» d'ici fin septembre 2000.

Les Membres de l'OMC restent toutefois divisés sur le nombre de Directeurs généraux adjoints (DGA) qu'il faudrait nommer et sur leur origine. Les avis varient entre un et quatre DGA et les Membres ont convenu de s'efforcer de trouver un «équilibre géographique juste» pour pourvoir ces postes, bien que certains pays aient mis en garde contre le fait que ceci ne devrait pas mener à la nomination d'un nombre excessif de DGA.

Un certain nombre de Membres se sont dits désireux de voir leurs ressortissants figurer au nombre des DGA. Les pays africains Membres ont déclaré publiquement qu'un DGA doit être originaire d'Afrique, en notant qu'il avait été convenu, lors de la nomination de l'ancien Directeur général, Renato Ruggiero, que l'Afrique serait incluse dans le groupe des DGA lors de la prochaine nomination à ces fonctions. Il appartiendra à M. Moore de résoudre la question des DGA quand il prendra fonction.

Le débat sur le processus de nomination du DG a essentiellement porté sur le rôle des pays en développement à l'OMC. Ces pays, qui constituent la majorité des Membres de l'OMC, ont le sentiment profond que celle-ci doit faire plus pour reconnaître et rehausser leur rôle au sein de l'institution, qui est souvent perçue comme étant dominée et dirigée par les intérêts des grandes puissances commerciales.

La nomination de M. Supachai a été vue comme une victoire à cet égard. Dans des commentaires à la presse, en juillet, M. Moore a noté que la course à la nomination du DG lui a permis d'apprécier les préoccupations des pays en développement – préoccupations qu'il s'est engagé à prendre en compte durant son mandat.

Dans un entretien accordé à BRIDGES Weekly Trade News Digest, M. Moore a déclaré que la coopération technique pourrait aider les pays en développement, les pays les moins avancés ainsi que les économies en transition, bien que cette coopération ne soit pas suffisante et qu'il faudrait engager d'autres initiatives. Dans ce contexte, il a déclaré que «tout dialogue sur une base élargie inclurait un apport approprié des participants non-gouvernementaux. Le système existe pour les gens, et non le contraire».

M. Moore a également déclaré qu'il appuyait un dialogue similaire sur les questions touchant au commerce et à l'environnement. «Je pense qu'il est actuellement nécessaire d'assurer une complémentarité entre le libre-échange et les objectifs environnementaux. La négociation et la mise en œuvre des accords environnementaux doivent, selon lui, continuer à relever des organismes internationaux compétents, mais l'OMC peut jouer son rôle dans le développement d'une politique environnementale cohérente».

### Conseil des ADPIC : article 27.3(b) et plaintes en situation de non-violation

Lors de la réunion des 22 et 23 avril, les Membres de l'OMC étaient en désaccord sur la question de savoir si le réexamen de l'article 27.3(b), devant s'achever cette année, devait porter sur la mise en œuvre ou sur la substance de la disposition. L'article 27.3(b) énonce qu'il n'est pas nécessaire de protéger les inventions animales ou végétales par des brevets, mais que les variétés végétales doivent être protégées soit par des brevets, soit par un système sui generis. L'Union européenne et les Etats-Unis ont soutenu que l'objectif du réexamen était d'examiner la mise en œuvre de la disposition, bien que tous deux aient déclaré qu'ils pourraient être disposés à débattre de la question de savoir si la disposition elle-même devait être ouverte pour une renégociation. Les pays en développement ont souligné quant à eux que du fait qu'ils ne sont pas tenus de mettre en œuvre l'Accord sur les ADPIC avant la date du 1<sup>er</sup> janvier 2000, il est inutile, à ce stade, de parler de mise en œuvre.

Environ 30 pays ont soumis au Secrétariat de l'OMC, des notes d'information détaillant leur mise en œuvre de l'article 27.3(b).

Lors de ses réunions des 7 et 8 juillet, le Conseil des ADPIC (Aspects des droits de propriété intellectuelle touchant au commerce) est revenu sur le débat des réunions des 22 et 23 avril où il a été question de savoir si l'Accord sur les ADPIC devait continuer d'exclure les plaintes en situation de 'non-violation' impliquant ses dispositions. Ce débat est important car il a des implications pour le champ d'application de l'Accord sur les ADPIC, tout en constituant un précédent possible pour prolonger la période dont disposent les pays en développement pour se conformer aux Accords du GATT.

Selon l'article 64 de l'Accord sur les ADPIC, le recours à des plaintes en situation de non-violation en matière de droits de propriété intellectuelle sera possible à compter du 1 janvier 2000, sauf décision contraire prise par consensus par tous les Membres de l'OMC.

Deux notes d'information avaient été présentées au Conseil en avril. La première, soumise par le Canada, préconise l'examen par le Conseil des ADPIC, de l'annulation ou de la réduction, des plaintes en situation de non-violation. La note souligne que la mesure corrective en situation de non-violation a été développée dans un contexte tout à fait différent de celui des ADPIC, comme moyen de garantir l'accès aux marchés et qu'elle n'était pas adaptée au contexte des ADPIC, où elle pouvait introduire une incertitude préjudiciable. Permettre le recours à des mesures correctives en situation de non-violation dans ce domaine pourrait restreindre le recours par les Membres à des mesures dans des domaines tels que la politique sociale, la santé et la protection de l'environnement. C'est dans cet ordre d'idées que la Hongrie et des pays d'Europe centrale ont plaidé en faveur de la poursuite du moratoire lors de la réunion du conseil des ADPIC des 7 et 8 juillet. La Hongrie a rejeté le point de vue selon lequel l'Accord sur les ADPIC est comparable au GATT ou au GATS, parce que les ADPIC fixent des normes minimales de protection alors que les deux autres accords traitent des enga-

(Suite à la page 6)

*Conseil des ADPIC (suite de la page 5)*

gements visant à fournir un accès aux marchés d'importation. La Hongrie a réfuté le point de vue selon lequel, permettre des différends, en situation de non-violation accroîtrait la prévisibilité dans les échanges, parce que le concept d'«avantages escomptés» est beaucoup plus difficile à définir dans le domaine de la propriété intellectuelle. Elle a appelé à une prolongation du moratoire, au moins afin de donner plus de temps pour clarifier la question de savoir si les différends sur les ADPIC en situation de non-violation pourraient bénéficier au système. L'Inde, Hong Kong, le Japon, la Nouvelle Zélande, le Sri Lanka et l'Union européenne ont fait part de leur appui à ces deux documents pour que soit prolongée la période moratoire. Certains pays, y compris l'Inde et l'Égypte, ont déclaré qu'ils souhaiteraient la suppression totale des dispositions en matière de non-violation de l'Accord sur les ADPIC.

La seconde note d'information des 22 et 23 avril a été soumise par Cuba, la République dominicaine, l'Égypte, l'Indonésie, la Malaisie et le Pakistan. Elle demande que la période visée à l'article 64 soit prolongée jusqu'à ce que la complexité des implications des mesures correctives en situation de non-violation dans le domaine de la propriété intellectuelle soit mieux comprise. La note souligne que les pays en développement, qui bénéficient actuellement de périodes transitoires au titre de l'Accord sur les ADPIC, ne seront pas en mesure, d'ici la fin de l'année, d'évaluer les implications de l'application des mesures correctives en situation de non-violation dans le domaine de la propriété intellectuelle.

Les États-Unis n'appuient pas la prolongation de la période au cours de laquelle il n'est pas possible de déposer des plaintes en situation de non-violation et s'opposent à la suppression des dispositions en la matière. Les observateurs estiment toutefois que les États-Unis seront isolés sur la question et qu'ils auront à permettre au moins une prolongation du moratoire. Ils ont soutenu lors de la réunion des 7 et 8 juin que la non violation joue un rôle important pour accroître la prévisibilité dans tous les domaines de l'OMC. Ils avancent que s'il n'y a pas de consensus sur la «portée et les modalités», le moratoire se terminera quand même à la fin de cette année et l'Organe de règlement des différends aurait à traiter ces questions si une affaire se présentait.

Le Conseil se réunira encore une fois cette année en octobre. On s'attend à des conclusions plus concrètes sur les questions mentionnées ci-dessus.

*Seattle : quel mandat de négociation ? (suite de la page 2)*

**Investissements** : Avec la politique de la concurrence et la transparence des marchés publics, l'investissement est une des trois questions dites 'nouvelles' ajoutées au programme de travail de l'OMC lors de la Conférence ministérielle de Singapour. En dépit des mouvements de citoyens opposés à un accord multilatéral sur l'investissement (AMI) dans de nombreux pays européens et en Amérique du Nord, l'Union européenne et le Canada sont de fervents partisans d'un futur traité de l'OMC sur l'investissement. L'Union européenne vient de soumettre une proposition détaillée sur la façon dont la question de l'investissement devrait être traitée à Seattle (WT/GC/W/245).

Les pays d'Europe de l'Est candidats à l'Union européenne, le Chili, le Japon, le Costa Rica, la Corée du Sud, la Nouvelle Zélande et la Suisse appuient également l'inclusion de l'investissement au 'Cycle de Seattle'. Les États-Unis ont déclaré qu'ils appuieraient des négociations 'plus modestes' sur les investissements, ce qui, selon certains observateurs, pourrait signifier la clarification et le renforcement de certaines dispositions de l'Accord sur les mesures concernant les investissements et liées au commerce (Accord sur les MIC). Le Brésil a déclaré qu'il pourrait appuyer des négociations sur les investissements.

Lors de la réunion des 7 et 8 juin, l'Inde, le Pakistan et l'Ouganda ont de nouveau soutenu qu'il serait prématuré d'inclure les investissements dans des négociations post-2000 car le Groupe de travail qui analyse les liens entre commerce et investissement établi par la Conférence ministérielle de Singapour, avait encore un grand nombre de questions à aborder.

**Politique de la concurrence** : La plupart des pays qui soutiennent le déve-

loppement de disciplines en matière d'investissement dans le cadre de l'OMC sont également en faveur de l'inclusion de négociations sur les règles de la politique de la concurrence. L'Inde, le Pakistan, l'Égypte, le Maroc et les pays de l'ASEAN s'y opposent tout particulièrement, parce que le Groupe de travail sur l'interaction du commerce et de la politique de la concurrence n'a pas encore conclu ses travaux. Les États-Unis, qui sont confrontés à de fortes pressions internes pour ne pas inclure leurs lois antidumping dans les disciplines de l'OMC, ont déclaré en juin qu'ils ne soutiendraient pas des négociations sur la politique de la concurrence en raison du désaccord entre les Membres de l'OMC. Les pratiques anticoncurrentielles telles que les lois sur les mesures commerciales correctives seraient nécessairement examinées de près si l'OMC devait entreprendre d'élaborer des règles dans ce domaine.

**Transparence des marchés publics** : En général, les partisans d'un nouvel accord sur la transparence des marchés publics sont les mêmes qui soutiennent l'élargissement des négociations sur les autres questions soulevées à Singapour, hormis le fait que l'Australie et les États-Unis appuient pour la conclusion d'un accord. Les pays en faveur du démarrage des négociations sur cette question mettent l'accent sur le fait que l'accord futur ne concernerait que la transparence des règles de passation des marchés publics et non de l'accès aux marchés. Ceux qui y sont opposés – sous la direction de l'Inde, du Pakistan et de l'Égypte – soutiennent que le Groupe de travail sur la transparence des marchés publics a besoin de plus de temps pour 'appréhender pleinement' les préoccupations des pays en développement et des pays les moins avancés. Le Groupe de travail a mandat de 'développer des éléments à inclure dans un accord approprié', mais jusqu'ici, les Membres ont soulevé un grand nombre de questions sans se mettre d'accord sur les éléments à proposer à la Conférence ministérielle de Seattle.

**Pays les moins avancés** : On évoque un appui grandissant en faveur de la proposition de l'Union européenne visant à ce que les pays industriels s'engagent à Seattle à mettre en œuvre des droits de douane nuls pour les produits des pays les moins avancés. De même, le Conseil général a adopté le 15 juin, une dérogation qui permettra aux pays en développement d'étendre les tarifs préférentiels aux exportations des pays les moins avancés sur une base non-réciproque (voir encadré à la page 2).

**Droits de douane sur les produits industriels** : Lors de la réunion des 7 et 8 juin, des pays se sont engagés dans une discussion animée portant sur la question de savoir si les réductions tarifaires sur les produits industriels devraient être abordées à Seattle. Les États-Unis, l'Union européenne, Singapour et Hong Kong ont réitéré leur soutien à cette inclusion, alors que l'Inde a déclaré qu'à moins que les pays développés Membres de l'OMC ne puissent démontrer aux pays en développement que leurs préoccupations étaient prises en compte autrement que par des mots, il lui serait extrêmement difficile de s'engager dans tous pourparlers sur les droits de douane sur les produits industriels.

La Nouvelle Zélande a soumis, le 15 juin, une proposition appuyant des négociations complètes sur 'tous les droits de douane sur les produits industriels' (WT/GC/W/211), en prenant comme point de départ l'initiative sur la libéralisation accélérée des droits de douane de l'APEC. La Nouvelle Zélande a proposé que les négociations sur les huit secteurs couverts par cette initiative – biens et services environnementaux ; pêches et produits halieutiques ; produits forestiers ; équipement et instruments médicaux ; énergie ; jouets ; pierres et bijoux – devraient être conclues en priorité.

L'initiative de la libéralisation accélérée des tarifs douaniers prévoit que les pays industriels élimineront progressivement les tarifs douaniers d'ici 2002, et les pays en développement d'ici 2004. S'il s'avère impossible de mobiliser une 'masse critique' de soutien pour la libéralisation accélérée des droits de douane préalablement à Seattle, la Nouvelle Zélande propose que 'des accords dans ces huit secteurs – initialement sous forme d'accords plurilatéraux représentant une masse critique d'échanges globaux – soient conclus en priorité dans le cadre des négociations post-Seattle. [...] Les Membres devraient chercher à se mettre d'accord sur le fait que ces secteurs devraient former la base d'un résultat précoce du nouveau cycle de négociations'. Des propositions visant à promouvoir une libéralisation rapide des huit secteurs

(suite à la page 8)

## Les négociations agricoles à l'OMC du point de vue du Sud

Par Nadine Keim

Coordinatrice pour la politique de développement, Communauté de travail Swissaid/Action de carême/Pain pour le prochain/Helvetas/Caritas (Suisse)

L'agriculture est vitale pour le développement des économies du Sud. Le secteur emploie près de la moitié de la population active. Parallèlement, plus de 800 millions d'êtres humains souffrent toujours de faim. Il y a 3 ans, au Sommet mondial de l'alimentation, 186 pays avaient décidé de réduire de moitié le nombre de personnes sous-alimentées d'ici à 2015. Cet objectif est insuffisant : il est inacceptable qu'aujourd'hui encore autant de personnes soient mal ou pas assez nourries, alors que l'on produit assez de nourriture dans le monde. La faim n'est pas un problème de quantité, mais surtout une question de pouvoir d'achat et de distribution. Les gouvernements nationaux doivent veiller à ce que leur population ait accès à un minimum de nourriture, et donc à une juste distribution de la terre, de l'eau, des semences et des crédits. Le rôle essentiel des femmes doit également être davantage reconnu et valorisé.

Le commerce international constitue également un facteur-clé pour la sécurité alimentaire des pays et des populations. Lors des négociations du Cycle d'Uruguay, les pays membres ont tenté de mettre de l'ordre dans le commerce agricole, mis de plus en plus à mal par la course aux subventions et le bradage des excédents. L'Accord sur l'agriculture de l'Organisation mondiale du commerce (OMC) prévoit ainsi l'accroissement de l'accès aux marchés, ainsi que la réduction des soutiens internes (liés aux produits) et des subventions aux exportations. C'est un pas décisif dans la lutte contre les restrictions et les distorsions touchant les échanges agricoles mondiaux.

Pourtant, malgré la mise en œuvre de l'Accord sur l'agriculture, de nombreux problèmes persistent auxquels les paysans du Sud continuent d'en payer le prix fort. En 1950, les pays en développement représentaient la moitié du commerce mondial, aujourd'hui ils n'en forment plus que le quart. Les pays riches connaissent toujours de très hauts niveaux de subventions sur les produits agricoles, dont les excédents sont ensuite bradés sur les marchés pauvres à des prix en-dessous des coûts de production, détruisant la production et l'économie locales. Les frontières des pays occidentaux restent encore dans le même temps pratiquement fermées aux exportations agricoles du Sud.

De nouvelles négociations agricoles seront lancées lors de la troisième Ministérielle de l'OMC à Seattle en novembre-décembre prochain. Ces négociations seront sans doute l'une des activités les plus importantes et les plus controversées de l'OMC dans les années à venir. Dans l'Accord sur l'agriculture, des révisions sont, en effet, prévues en vue de poursuivre la réduction des protections et des soutiens au commerce agricole dès la fin de 1999. De façon générale, il est dans l'intérêt des pays en développement que le niveau des tarifs et des subventions des pays riches soient réduits. Malheureusement, les pays du Sud se trouvent face à un double langage à l'OMC : d'un côté, les pays occidentaux prônent le libéralisme et l'ouverture, de l'autre, ils continuent de protéger fortement leur propre agriculture. Pire, l'Accord sur l'agriculture est déséquilibré : il exige de tous les pays les mêmes comportements, alors qu'ils ont des structures agricoles et financières différentes. Ce déséquilibre est de deux sortes :

**Premier déséquilibre :** Les pays occidentaux ont profité de la "tarification" des obstacles non tarifaires pour fixer des droits de douane très élevés sur les produits agricoles, alors que la plupart des pays pauvres ont simplement "consolidé" nombres de leurs droits de douane au niveau existant (n'ayant pas de barrières non tarifaires à transformer en équivalences tarifaires). Conséquence : L'Accord oblige surtout les pays pauvres à ouvrir leur marché, sans tenir compte de la vulnérabilité de leur système agricole. Cela concentre le fardeau de l'ajustement sur le Sud. Les pays pauvres devraient, au contraire, pouvoir prendre toutes les mesures nécessaires à la frontière pour protéger leur propre agriculture des importations, souvent bradées, en provenance du Nord.

**Deuxième déséquilibre :** Même si les pays riches se sont engagés à réduire de 20 à 36% leurs soutiens internes et subventions aux exportations d'ici fin 2000, il reste que les autres 2/3 de leurs protections agricoles n'ont pas été éliminées. Par ailleurs les pays du Sud n'avaient pas ainsi dire pas de

soutiens à l'agriculture à notifier durant le cycle d'Uruguay. Conséquence : L'Accord empêche les pays en développement d'utiliser la plupart des mesures de soutien pour leur propre agriculture, alors que ce sont ces mêmes subventions qui ont permis aux pays occidentaux de mettre sur pied une agriculture forte. Contrairement aux pays du Nord, les pays pauvres devraient être libres de subventionner leur propre agriculture pour assurer la sécurité alimentaire et la survie de leur population largement dépendante de l'agriculture.

En résumé, les pays en développement ne peuvent plus actuellement augmenter leurs tarifs et introduire des subventions, même si leur stratégie de développement devait nécessiter de telles mesures. Ces déséquilibres ont des implications concrètes : un pays peut vouloir augmenter sa production alimentaire, parce que les importations posent problème en raison du manque de devises étrangères. Il souhaiterait donc avoir le choix de protéger et de soutenir son secteur agricole, même s'il ne ferme pas entièrement la frontière ou que les moyens financiers lui font défaut.

### Introduire la notion de "sécurité alimentaire"

La sécurité alimentaire se définit comme l'accès de tous les êtres humains à des produits alimentaires, en quantité et qualité suffisantes, en tout temps et dans la dignité. La souveraineté alimentaire des pays et des populations veut dire qu'ils ont le droit de décider de la production, de la distribution et de la consommation de nourriture, selon leurs préférences et leurs traditions. Le choix d'un certain niveau d'auto-provisionnement alimentaire doit être garanti. Cela permet à la production d'être adaptée aux besoins locaux, d'offrir des emplois ruraux et d'éviter que les pays et les populations ne s'endettent pour se nourrir. Certains pays occidentaux connaissent bien ce droit, qu'ils nomment le principe de multifonctionnalité de l'agriculture, où les produits agricoles ne sont pas des marchandises comme les autres.

Lors des prochaines négociations agricoles de l'OMC, il est impératif de restaurer la possibilité, pour les pays en développement, d'adopter des mesures de protection et de soutien pour des raisons liées au développement agricole et à la sécurité alimentaire. Ces propositions peuvent être, par exemple, rajoutées à la "green box" (annexe 2 de l'Accord sur l'agriculture), qui autorise déjà une certaine flexibilité pour des paiements directs et des mesures de protection de l'environnement. La "green box" actuelle est, en quelque sorte, la sécurité alimentaire des pays riches. Il est temps de prévoir une plus grande flexibilité également pour les pays du Sud, en fonction de leurs impératifs de développement. La notion de sécurité alimentaire devrait, dans ce sens, autoriser explicitement le soutien à l'agriculture de petite échelle et durable, au maintien des emplois ruraux, à la production de nourriture pour les besoins locaux et nationaux, au développement et à la culture, etc.

### Interdire les subventions aux exportations

De leur côté, les pays occidentaux doivent abolir entièrement et rapidement toutes les subventions à l'exportation sur les produits agricoles. Le bradage des excédents alimentaires sur les marchés mondiaux, à des prix en-dessous des coûts de production, est inacceptable, étant donné que les subventions à l'exportation ruinent les agriculteurs et les économies du Sud. Elles empêchent les producteurs du Sud d'être compétitifs sur leurs propres marchés ou sur les marchés tiers. Elles mettent un terme au développement des économies du Sud en rendant les investissements dans l'agriculture et dans l'industrie de transformation sur place non rentables. Pire, les fabriques locales existantes se ferment de plus en plus sous les effets de la libéralisation des frontières des pays pauvres.

En Afrique et en Amérique latine notamment, il existe malheureusement des preuves de plus en plus nombreuses des effets dévastateurs des exportations européennes subventionnées, mais aussi américaines. Selon une récente étude d'EUROSTEP (réseau d'ONGs européennes), cela va du cas du lait en poudre hollandais en Jamaïque, au Brésil et en Tanzanie, des

(suite à la page 8)



*Les négociations agricoles à l'OMC (suite de la page 7)*

tomates en conserve italiennes au Sénégal, au Burkina Faso, au Mali et au Ghana, de la viande de bœuf européenne dans les pays du Sahel et nouvellement en Afrique du Sud et en Namibie. Il est impératif que les excédents agricoles et les dons alimentaires du Nord ne détruisent pas les capacités de production des pays en développement.

**Ouvrir l'accès aux marchés occidentaux**

Parallèlement, les pays occidentaux doivent tenir leurs engagements en matière de réduction des tarifs et d'accès au marché pour les produits agricoles du Sud. Jusqu'à ce jour, ceux-ci n'ont été mis en pratique qu'avec réticence et mauvaise foi. De savants calculs d' "équivalence" tarifaire et des techniques de quotas complexes ont permis aux pays riches de continuer à protéger leurs frontières. Pour les agriculteurs des pays en développement, l'accès au marché du Nord est resté inaccessible. La part de leurs exportations vers le Nord n'a que peu évolué.

**Tenir les promesses d'assistance à l'agriculture du Sud**

Le "traitement spécial et différencié" des pays en développement ne doit pas être laissé à de vagues interprétations et déclarations d'intention. Les exceptions concernant les réductions pour les pays pauvres se sont révélées insuffisantes, alors que les mesures de compensation pour les pays importateurs nets de produits alimentaires (décision spéciale de Marrakech) n'ont jamais été mis en vigueur. Le Nord doit une nouvelle fois être rappelé à l'ordre : il doit offrir davantage d'assistance technique et financière en matière agricole aux pays les moins avancés et importateurs nets de produits alimentaires. Cela doit se faire pendant toute la période d'ajustement aux défis de la globalisation économique et non seulement en cas d' "impact négatif" de l'Accord, ce qui se révèle extrêmement difficile à prouver dans la pratique. La compétitivité de l'agriculture des pays en développement ne s'améliorera pas d'un coup de baguette magique.

**Ne pas rendre les normes sanitaires obligatoires**

Quand à l'Accord SPS (mesures sanitaires et phytosanitaires), il accepte les restrictions commerciales qui se basent sur les recommandations du "Codex Alimentarius". Résultat : l'OMC impose aux pays membres les normes sanitaires internationales, sous prétexte de vouloir éviter des obstacles au commerce. C'est tout l'enjeu de la dispute entre les Etats-Unis et l'Union européenne sur les importations de bœuf nourri aux hormones ou la question récente du soja modifié génétiquement. De nombreux problèmes apparaissent ainsi : la représentativité et la prise de décision au sein du Codex, mais aussi la quasi absence des pays en développement et de leurs propres normes. En outre, les connaissances des implications de ces normes sur la santé restent incomplètes et les évidences scientifiques ne sont pas infaillibles. Chaque pays devrait pouvoir interdire l'entrée de produits alimentaires, dont il craint qu'ils mettent en danger la santé et la sécurité de sa population ou son environnement.

**Ne pas breveter la vie et les semences**

L'Accord TRIPs (propriété intellectuelle), de son côté, ouvre la porte au brevet sur la vie, en obligeant à breveter les micro-organismes, ainsi qu'à protéger d'une façon ou d'une autre les variétés végétales ("sui generis"). Au-delà des questions éthiques et culturelles, le brevet sur la vie remet en question la réutilisation et l'échange des semences, qui assurent aujourd'hui encore le 80% des besoins des paysans du Sud ("privilège des paysans"). En outre, l'accord TRIPs ne reconnaît pas les connaissances traditionnelles et ne permet donc pas aux communautés locales de recevoir une part juste des bénéfices pour leur contribution au maintien et à l'amélioration de la biodiversité ("droit des paysans").

La Convention UPOV ("protection des obtentions végétales") n'est pas non plus la solution miracle, puisqu'elle laisse le "privilège des paysans" au bon vouloir des lois nationales et ne parle pas de leurs droits. Résultat : les pays en développement se retrouvent face à un défi complexe et coûteux. Ils sont appelés à élaborer eux-mêmes un système autonome de propriété intellectuelle. Ils doivent relever un défi urgent : le réexamen de l'art. 27.3 (b) de l'Accord TRIPs. Idéalement, l'obligation de protéger les plantes devrait être éliminée, ou à tout le moins, la possibilité de mettre en place un système de protection "sui generis" ne devrait en aucun cas être supprimée.

*Seattle : quel mandat de négociation ? (suite de la page 6)*

ci-dessus ont aussi été soumises par d'autres pays de l'APEC, y compris l'Australie, Singapour et les Etats-Unis. Ces derniers sont confrontés à des pressions émanant de groupes écologistes américains qui prétendent que la suppression des droits de douane sur le bois et les produits ligneux accélérerait la déforestation à l'échelle mondiale.

**Commerce et environnement** : L'Union européenne et la Norvège ont soumis des propositions sur le commerce et l'environnement. A la réunion des 7 et 8 juin, l'Union européenne a réitéré son souhait de voir l'environnement occuper une place prépondérante à la réunion de Seattle ; et la Norvège et la Suisse ont avancé l'éco-étiquetage, les procédés et les méthodes de production (PMP) et les liens entre les règles de l'OMC et les accords environnementaux multilatéraux comme questions nécessitant une inclusion/clarification.

Un certain nombre de pays en développement ont averti qu'il n'était pas nécessaire de répéter le travail du Comité du commerce et de l'environnement de l'OMC, qui devrait examiner ces questions. Dans l'ensemble, les pays en développement perçoivent les préoccupations en matière de commerce et d'environnement comme des restrictions potentielles au commerce et comme du protectionnisme vert, et s'opposent donc à leur inclusion dans le nouveau cycle de négociations.

L'Argentine, membre du Groupe de Cairns, s'est dit particulièrement « agacée » par les affirmations selon lesquelles la protection de l'environnement est un des aspects de la 'multifonctionnalité' de l'agriculture et devrait être reconnue comme une raison légitime de subventionner la production dans ce secteur. De même, le Groupe des Huit (G-8) a récemment appelé à 'la pleine prise en compte, dans le cycle de négociation de l'OMC à venir' des considérations écologiques, y compris 'une clarification des liens entre les accords environnementaux multilatéraux et les principes écologiques clés d'une part, et les règles de l'OMC de l'autre'.

**Autres questions** : Il y a un certain nombre de questions qui semblent actuellement marginalisées dans le processus préparatoire. Aucune proposition formelle n'a été avancée sur la transparence de l'OMC en tant qu'institution, et son ouverture à la participation publique, bien que de nombreux Membres, dont le Canada, l'Union Européenne et les Etats-Unis, aient déclaré dans d'autres contextes qu'une de leurs principales préoccupations étaient de rendre l'OMC plus perméable aux préoccupations de la société civile. Il y a, en outre, l'absence de propositions spécifiques sur la question controversée des liens entre les questions relatives au travail et les règles commerciales. De plus, il n'est pas certain que les réformes du système de règlement des différends seront incluses dans le futur 'Cycle de Seattle'.

**Vers la Déclaration de Seattle**

Aux réunions des 7 et 8 juillet, les Membres ont continué à soumettre des propositions, à en discuter et à préparer les travaux futurs. Ces réunions devaient être suivies de sessions informelles supplémentaires avant la dernière réunion de la phase deux, les 28 et 29 juillet. Au cours de celles-ci ils devaient décider de la façon de procéder pour rédiger la Déclaration ministérielle de Seattle et adopter un calendrier de réunions pour la phase trois des préparatifs. Bien que la phase trois, prévue pour débiter en septembre, soit censée être consacrée à restreindre l'agenda de négociation et à rédiger la Déclaration ministérielle, plusieurs Membres de l'OMC se sont réservé le droit de soumettre d'autres propositions après la fin de la phase deux. Les conclusions des réunions des 28 et 29 juillet seront présentées dans le prochain numéro de Passerelles.

<http://www.wto.org/wto/minist/seatdocs.htm>

Ce site Internet de l'OMC contient toutes les communications mises en circulation générale, émanant des gouvernements Membres dans la période préparatoire à la Réunion ministérielle de Seattle. Veuillez noter que la mise en circulation générale des documents se fait à la demande du gouvernement concerné.



## Règlement des différends

**Entrée en vigueur de la rétorsion américaine et canadienne sur le différend du boeuf**

Les Etats-Unis et le Canada ont, le 29 juillet, imposé 100% de droits de douanes sur une liste de produits européens pour répondre au non-respect par l'Union européenne (UE) de la décision de l'OMC dénonçant son interdiction d'importation du bœuf traité aux hormones.

L'Organe des règlements des différends de l'OMC avait en effet accordé aux Etats-Unis et au Canada, le 26 juillet, des niveaux de rétorsion sur une liste de produits européens pour une valeur de 116.8 millions de dollar US pour les Etats Unis et de 11.3 millions de dollar canadien pour le Canada. La liste vise les produits provenant de France, d'Allemagne, d'Italie et du Danemark sur la viande bovine et porcine, le roquefort, les truffes, le foie gras, la moutarde, les soupes, les tomates en boîtes, les jus de fruits, les petits oignons, les biscottes, les carottes séchées, la confiture de framboise, la chicorée et le jambon. La Grande Bretagne ne sera pas visée par ces mesures.

Les Etats-Unis et le Canada espèrent qu'en élevant dans des proportions importantes les prix des importations des produits visés, l'UE respectera les décisions de l'OMC.

Les Etats-Unis et le Canada considèrent que le bœuf traité aux hormones ne présente aucun danger pour le consommateur et que l'embargo décrété par l'Europe cache les options politiques de l'Europe qui connaît actuellement des crises alimentaires et qui montre son incapacité à mettre sur pied un système indépendant de contrôle des aliments.

Les Etats-Unis, par la voix de Peter Scher, négociateur américain dans le dossier du bœuf aux hormones, considèrent que les raisons de risques sanitaires invoquées par l'UE ne sont pas scientifiquement prouvées. Il avance cependant que les Etats-Unis seraient prêts à étiqueter ses exportations de bœuf si l'UE consentait à négocier sur le contenu du libellé des étiquettes.

L'UE, quant à elle, ne compte pas lever l'embargo sur le bœuf traité aux hormones. Elle a commissionné huit experts scientifiques de haut niveau sur la question afin d'étudier la toxicité des hormones de croissance utilisées pour améliorer la production de viande. Ces hormones sont soupçonnées d'être cancérogènes, et leurs impacts pathologiques sur le développement des enfants n'ayant pas atteint l'âge de la puberté restent à être déterminées.

L'UE compte rester ferme sur sa position jusqu'à ce que des résultats concrets sur l'innocuité de la viande traité aux hormones puissent être prouvés vers la fin de cette année ou début 2000. Même après l'achèvement des études, il pourrait être politiquement difficile pour l'Union européenne de lever l'interdiction compte tenu des préoccupations des consommateurs en matière d'alimentation.

Voir articles du Monde du 30-07-99 et Bridges Weekly News Trade Digest du 19-07-99 et du 07-07-99

**L'Inde s'impose dans la première décision de l'OMC sur les accords commerciaux régionaux**

L'OMC a rendu, le 31 mai, sa première décision relative aux restrictions commerciales entreprises à la suite de l'intégration régionale (WT/DS 34/R).

L'Inde avait dénoncé l'établissement par la Turquie de contingents d'importation pour les produits textiles et les vêtements, en 1996. La Turquie

soutenait que ces contingents étaient nécessaires à l'harmonisation de ses réglementations commerciales avec celles de l'Union européenne après l'établissement d'une union douanière entre ce pays et l'Union européenne.

La Turquie faisait tout particulièrement référence à l'article XXIV:8(a)(ii) du GATT, qui demande aux parties à une union douanière d'appliquer 'les droits et les autres réglementations commerciales identiques en substance' aux parties qui ne sont pas comprises dans cette union.

Jusqu'à l'entrée en vigueur de l'union douanière, la Turquie n'avait pas de restrictions quantitatives sur les textiles et les vêtements et imposait des tarifs d'importation relativement bas sur les 19 catégories affectées par les contingents.

L'Inde a dénoncé les contingents comme étant incompatibles avec les obligations de la Turquie découlant des articles XI et XIII du GATT (sur l'élimination et l'administration non discriminatoire des restrictions quantitatives) ainsi que de l'article 2 de l'Accord sur les textiles et les vêtements. L'Inde s'est également opposée à l'interprétation faite par la Turquie selon laquelle ces contingents étaient justifiés par l'article XXIV du GATT (disposition sur les zones de libre-échange et les unions douanières).

Le groupe spécial a soutenu la position de l'Inde. Faisant référence à l'affaire de la banane, il a noté que les constatations de l'Organe d'appel selon lesquelles 'à moins d'être autorisées de façon explicite (par dérogation), les dispositions de la Convention de Lomé ne pouvaient pas modifier les droits et obligations des Membres de l'OMC' et a conclu que 'même si l'accord d'union douanière entre la Turquie et la Commission européenne exigeait effectivement de la Turquie qu'elle adopte toutes les politiques commerciales de la Commission européenne [...], nous considérons que cette exigence ne serait pas suffisante pour exempter la Turquie de ses obligations découlant de l'Accord de l'OMC'.

Le groupe spécial a également noté que, bien que l'article XXIV prévoie la renégociation des tarifs douaniers qui ont une incidence plus élevée qu'au moment de l'établissement d'une union douanière, il ne contient aucune disposition concernant les restrictions quantitatives. Le groupe spécial a donc conclu que 'les Membres ne peuvent imposer de restrictions quantitatives par ailleurs incompatibles' suite à une union douanière.

Le groupe spécial a également noté que la Turquie avait d'autres moyens compatibles avec l'OMC de réaliser ses objectifs en ce qui concerne l'union douanière, y compris la hausse des tarifs douaniers, les règles d'origine, l'élimination rapide des contingents, et la tarification. Le groupe spécial a également spécifié que l'article XXIV 8 (a)(ii) du GATT devrait être interprété comme permettant à des parties de former une union douanière même quand un Membre est habilité à imposer des restrictions quantitatives découlant d'un régime transitoire spécial alors que l'autre Membre ne l'est pas (tous les Membres de l'OMC doivent éliminer progressivement les contingents sur les textiles et les vêtements d'ici 2005, au titre de l'Accord sur les textiles et les vêtements).

Ce rapport du groupe spécial est le premier à énoncer clairement qu'un pays adhérant à un arrangement commercial régional est, en principe général, lié à toutes les obligations découlant de l'OMC, à moins qu'il n'y ait conflit entre des dispositions. Dans ce cas, le groupe spécial a déterminé que les dispositions pertinentes de l'article XXIV n'autorisaient que la violation de l'obligation de la nation la plus favorisée, mais non la violation des articles XI et XIII du GATT – ou de l'article 2.4 de l'Accord sur les textiles et les vêtements – qui interdisent clairement l'introduction de restrictions quantitatives.

Cette décision, qui n'a pas encore été adoptée par les Membres de l'OMC, pourrait mener à une entrée accrue des produits textiles indiens dans l'Union européenne, à travers la Turquie.

## Alternative africaine à l'UPOV pour la protection des nouvelles variétés végétales

Prof. J.A. Ekpere, Consultant

Commission pour la recherche scientifique et technique de l'Organisation de l'Unité Africaine, Mai 1999

L'Organisation mondiale du commerce (OMC) parraine actuellement une série de réunions dans les pays en développement pour encourager les gouvernements à promulguer une législation du type brevets sur les cultures alimentaires de base, les cultures médicinales et les cultures d'exportation. Les réunions sont organisées sous l'égide de l'Union pour la protection des obtentions végétales (UPOV), de l'Organisation mondiale de la propriété intellectuelle (OMPI) et de l'OMC.

Une de ces réunions a été organisée pour les quinze membres francophones de l'organisation africaine de la propriété intellectuelle (OAPI) à Bangui, en République Centrafricaine, du 22 au 25 février 1999. Une réunion du même type a été organisée pour l'Asie à Bangkok, en Thaïlande, les 18 et 19 mars 1999.

Les réunions étaient convoquées pour débattre de la façon dont les pays projettent de mettre en œuvre la biodiversité relative aux dispositions de l'Accord de l'OMC sur les aspects des droits de propriété intellectuelle touchant au commerce (ADPIC). Les ADPIC nécessitent que les pays en développement accordent des droits de monopole sur les nouvelles variétés végétales et animales avant le 1<sup>er</sup> janvier 2000, soit par des brevets, soit par une législation sui generis (spécialement conçue).

Le principal objectif des ateliers régionaux organisés conjointement par l'UPOV, l'OMPI et l'OMC sur 'la protection des variétés végétales au titre de l'article 27.3(b) de l'Accord sur les ADPIC' est de faire accepter l'UPOV 78 ou l'UPOV 91 comme la meilleure solution pour que les gouvernements remplissent leurs obligations au titre des ADPIC. Ceci peut être souhaitable pour la plupart des pays développés, mais n'est ni applicable ni avantageux pour les pays en développement en général et pour l'Afrique en particulier.

La plupart des pays en développement ne sont pas membres de l'UPOV parce qu'ils n'y sont pas contraints et essentiellement parce que l'UPOV ne prend pas leurs besoins en compte. La philosophie fondamentale de l'UPOV 91 telle qu'elle s'inscrit dans le concept de droit des obtenteurs est totalement étrangère aux pays en développement. Elle accorde les droits de monopole aux sélectionneurs de variétés végétales et aux entreprises sans reconnaître les droits des agriculteurs.

Le système de l'UPOV repose sur la philosophie des économies industrielles où il a été conçu dans le but de protéger les investissements et les intérêts des grandes compagnies semencières influentes qui employaient des obtenteurs de variétés végétales. La situation est actuellement tout à fait différente dans les pays en développement où les acteurs dans le secteur semencier et où les principaux producteurs de semences sont de petits agriculteurs et des coopératives d'agriculteurs. En conséquence, la loi devrait être axée de façon appropriée sur la protection de l'agriculteur et de ses intérêts en tant que producteur et consommateur de nouvelles variétés végétales.

### Option de l'UPOV

Le système de l'UPOV est un système de type brevet formulé par les pays où l'agriculture est une activité économique plutôt qu'un mode de vie. Dans ces pays, la communauté des agriculteurs ne regroupe que de 1 à 5 % de la population. Le profil de leur production agricole est en contraste très net avec les systèmes agricoles des pays en développement. On n'y trouve pas un grand nombre de petits agriculteurs marginaux.

En Afrique, comme dans la plupart des pays en développement, l'agriculteur joue un rôle significatif dans le développement de nouvelles variétés végétales (en tant qu'obteneur) par le croisement et la sélection. Ces variétés sont

disséminées pour être utilisées par d'autres agriculteurs, des membres de la famille et des amis. Dans la plupart des cas, ce sont ces plants présélectionnés que le chercheur acquiert et utilise dans son programme de reproduction. La recherche agricole et la reproduction végétale (l'amélioration des cultures) sont entreprises en Afrique principalement par les institutions publiques (instituts de recherche, universités, etc.) et sont financées par l'argent du contribuable.

Le résultat de ces recherches est donc propriété publique. Les lois de l'UPOV sont fondées sur un système juridique où la recherche sur la reproduction végétale est menée dans des institutions (privées) d'entreprises et est financée sur les fonds des entreprises. Ce sont les dépenses d'investissement élevées des compagnies semencières en matière de méthode de reproduction qui servent de justificatif à la recherche de droits de propriété intellectuelle rigoureux. Cette procédure, quoique souhaitable pour les pays développés, n'est pas applicable dans les pays en développement en général, et en Afrique en particulier, compte tenu de leur niveau de développement agricole.

Au titre de l'Accord de l'OMC sur les aspects des droits de propriété intellectuelle qui touchent au commerce (ADPIC), tous les gouvernements signataires doivent adopter une forme ou une autre de droits de propriété intellectuelle sur les variétés végétales. TOUTEFOIS, ils n'ont AUCUNE OBLIGATION d'adopter la Convention de l'UPOV 91 très restrictive qui limite les droits des agriculteurs à conserver leurs propres semences pour les réutiliser. Ils pourraient plutôt adopter une législation sui generis pour la protection des variétés végétales et exercer leurs options d'ordre public au titre des ADPIC pour empêcher la privatisation des végétaux et de la biodiversité.

### Alternative à l'UPOV

Dans le cadre de la Commission de la recherche scientifique, technique de l'OUA, les pays africains débattent actuellement d'options alternatives (au sein d'une législation sui generis) pour faire face à leurs obligations au titre des ADPIC ainsi que de la Convention sur la diversité biologique de 1992. Ceci, parce que l'Accord sur l'OMC n'est pas compatible avec les aspirations des communautés autochtones africaines qui représentent les innovations et les gardiens de la biodiversité si essentielle pour la survie de l'humanité sur cette planète.

Lors du Sommet de l'OUA à Ouagadougou, au Burkina Faso (juin 1998), les ministres des Affaires étrangères et les chefs d'Etat et de gouvernements africains ont convenu d'élaborer une position commune africaine pour sauvegarder le droit souverain des Etats membres, l'intérêt vital pour leurs communautés locales de protéger, conserver et contrôler l'accès à leur diversité biologique ainsi que son utilisation, tout en forgeant des alliances avec d'autres pays du Sud dans la révision en 1999 de l'article 27.3(b) de l'Accord sur les ADPIC.

En janvier 1999 à Lusaka, en Zambie, les représentants africains à un Atelier régional intitulé 'Comprendre les instruments touchant à la biodiversité' ont convenu de développer une législation sui generis sur les droits de propriété intellectuelle pour couvrir les végétaux, qui soit compatible avec les ADPIC mais qui inclurait les droits des agriculteurs – le droit pour les agriculteurs d'échanger les semences, et d'en conserver en vue de les replanter.

De même, un atelier de six jours tenu à Kampala, en Ouganda (4-9 mars 1999), a réuni plus de 40 hauts responsables de la politique commerciale de 21 pays d'Afrique de l'Est et d'Afrique Australe qui ont émis des critiques sur l'Accord sur les ADPIC, en attirant l'attention sur les déséquilibres

(suite à la page 11)

*Alternative à l'UPOV (suite de la page 10)*

fondamentaux préjudiciables au développement de l'Afrique. Ils ont mentionné plusieurs effets négatifs, dont la contrainte sur le développement technologique local, les obstacles au transfert de technologie et les prix élevés monopolistiques (sur les produits pharmaceutiques, les semences et les logiciels).

En ce qui concerne l'Afrique, ils ont émis l'avis que le problème le plus grave posé par les ADPIC est que cet Accord ne reconnaît pas les droits des communautés locales sur leur savoir traditionnel et autochtone. Ceci pourrait mener à un brevetage injustifié de leur savoir, leurs technologies, leurs pratiques et leurs ressources biologiques, par les entreprises. Dans le cadre du réexamen de l'article 27.3(b) de l'Accord sur les ADPIC, les responsables de la politique commerciale ont préconisé d'exclure de la brevetabilité les formes de vie et toute la biodiversité (les matériels biologiques).

Ils ont indiqué que les pays africains devraient développer des systèmes sui generis appropriés pour la protection des variétés végétales, du savoir, des technologies et des pratiques autochtones, ainsi que des droits des communautés, qui soient compatibles avec leurs priorités nationales et s'assurer que l'Accord sur les ADPIC est conforme aux objectifs de la Convention sur la diversité biologique.

Lors d'un autre Atelier régional sur la Mise en œuvre de l'article 27.3(b) de l'Accord sur les ADPIC tenu à Harare, au Zimbabwe (22-24 mars 1999), les participants ont convenu de convoquer d'autres réunions régionales pour développer dans les plus brefs délais une « législation sui generis africaine type » et pour formuler une position commune sur le réexamen des ADPIC.

La réaction de l'Afrique à l'UPOV et au réexamen (mise en œuvre) de l'article 27.3(b) de l'Accord sur les ADPIC est fondée sur l'engagement du Continent vis-à-vis de l'esprit, du principe et des dispositions pertinentes de la Convention sur la diversité biologique, sur le droit souverain des Etats sur l'appropriation de leurs ressources biologiques et naturelles, la préservation du savoir, des innovations, des technologies et des pratiques des populations autochtones soumis aux législations nationales, ainsi sur un partage équitable des avantages découlant de ce savoir, de ces innovations, de ces technologies et de ces pratiques.

L'Afrique est un continent multi-ethnique ayant des valeurs morales, religieuses et culturelles profondes. Son peuplement regroupe un large spectre de populations autochtones dont l'environnement - qui englobe les arbres (les bois sacrés), les cultures, les animaux, les oiseaux, les poissons, les micro-organismes, les sols, etc. - est une composante intégrale de l'ensemble de leur mode de vie en association avec leurs semblables.

La longue histoire de l'Afrique, sa culture, son existence spirituelle et politique, ont survécu pendant des siècles de croissance et de développement minutieux, compatible avec les avantages offerts par la civilisation occidentale. Ces valeurs sont actuellement menacées par la privatisation, les entreprises multinationales, les résultats peu éthiques de la science et de la technologie à travers les droits de propriété intellectuelle sur les formes de vie. Ces incursions sont en total désaccord avec la tradition et la culture africaine et sont donc inacceptables.

L'Afrique est très favorable à la science, à la technologie et à l'innovation qui peuvent découler de ses propres ressources naturelles et de sa propre culture. Le développement des nouvelles technologies et la dissémination de l'innovation sont, en fait, un processus permanent souhaitable que les gouvernements et les nations doivent soutenir à l'aide d'incitations et de rétributions adéquates.

Toutefois, le type de droits dont l'Afrique a besoin, ce ne sont pas des droits de propriété intellectuelle faisant l'objet de monopoles à travers le brevetage, mais des droits qui appuient les communautés, les agriculteurs locaux, les populations autochtones, ainsi que leurs efforts au cours des millénaires passés pour conserver et rehausser la biodiversité au profit de l'avenir de l'humanité.

A la lumière des initiatives actuelles en Afrique et du réexamen en cours de l'article 27.3(b) de l'Accord sur les ADPIC, il est prématuré de signer l'UPOV-91. Non seulement une telle démarche ne sera pas en accord avec les autres développements en Afrique, mais encore elle enfermerait les gouvernements et les populations du continent dans une législation que peu de pays en développement sont disposés à adopter et qui est beaucoup plus restrictive que nécessaire pour faire face aux obligations internationales de l'Afrique.

Pour un complément d'information, veuillez contacter : Scientific, Technical and Research Commission of the Organisation of African Unity (OAU/STRC), PMB 2359, Lagos, Nigeria, Tél : (234-1) 263 34 30 ou 263 32 89, Fax : (234-1) 263 80 93, e-mail de OAU/STRC : oaustrcl@rcl.nig.com, e-mail du consultant : jekpere@rcl.nig.com

### OGM : Le droit des consommateurs à l'information pose des défis

La crise alimentaire concernant les produits fermiers belges contaminés par la dioxine pourrait aggraver la défiance des consommateurs européens envers les contrôles de la sécurité des produits alimentaires mis en place par leurs gouvernements – un facteur qui ravivera sûrement l'opposition des consommateurs aux produits alimentaires génétiquement modifiés (OGM).

Les Etats-Unis ont soutenu que c'est ce manque de confiance dans l'infrastructure de l'hygiène alimentaire dans l'Union européenne qui est en train de renforcer l'opposition des consommateurs aux OGM en Europe. 'Au lieu d'un seul système coordonné de réglementation ... il y a 15 systèmes différents en plus du système de l'Union européenne qui opère à travers l'Europe', a déclaré M. Rominger à International Grains Council début juin, à Londres. 'Il en résulte un système qui n'est ni ouvert, ni transparent, ni prévisible et il faut deux ans ou plus pour donner le feu vert à un produit biotechnologique, contre neuf mois aux Etats-Unis'.

En vue de perfectionner l'infrastructure traitant des OGM dans l'Union européenne, l'Allemagne a proposé en mai, que l'Union européenne crée une autorité semi-indépendante, centralisée, qui serait chargée de délivrer des autorisations pour la mise en culture et la commercialisation des OGM. L'industrie de la biotechnologie soutient cette approche depuis longtemps. Toutefois, d'autres Membres de l'Union européenne ont peu soutenu cette proposition.

Selon un responsable de l'Union européenne, 'C'est une idée très séduisante pour avoir un système plus efficace, mais politiquement c'est une impasse. Les gens veulent être informés sur ce qui se passe (concernant les licences pour les OGM) et mettre la responsabilité entièrement entre les mains d'une nouvelle autorité ne serait pas acceptable pour l'opinion publique'.

En France, la nécessité de contrôles stricts sur les OGM dans la chaîne d'approvisionnement en produits alimentaires a été mise en lumière lors d'un atelier sur l'étiquetage des OGM, atelier auquel assistait un échantillon représentatif du secteur de l'alimentation.

Essentiellement, la décision de l'étiquetage pourrait imposer le développement d'une chaîne parallèle ou alternative d'approvisionnement en produits alimentaires, qui, avertissent les observateurs, ne sera peut-être pas viable. Actuellement, l'incapacité à isoler les produits OGM des produits sans OGM et l'absence de normalisation des méthodes de détection des OGM rendent difficiles les programmes d'étiquetage.

Au Portugal, les Membres de Quercus, un groupe écologiste de premier plan de ce pays, ont manifesté, en mai, devant le Ministère chargé des problèmes des consommateurs, pour exiger que les produits alimentaires contenant des OGM soient étiquetés comme tels. Un porte-parole de Quercus a ajouté que 'Quercus et beaucoup d'autres groupes écologistes ne sont pas contre les aliments OGM, mais nous sommes contre la façon dont elles arrivent au consommateur'.

**La Commission mondiale des forêts préconise la création d'un Conseil de Sécurité pour les forêts**

La Commission mondiale sur les forêts et le développement durable a proposé, en avril, plusieurs mécanismes pour mettre un terme à la destruction des ressources forestières mondiales. La Commission a proposé un mécanisme pour mesurer la valeur économique des forêts non exploitées ainsi que de mécanismes pour aider à surveiller la menace globale sur les forêts. La Commission a également préconisé la création d'un Conseil de sécurité pour les forêts afin d'aider à inverser la tendance actuelle du déclin des forêts.

Le Conseil de sécurité pour les forêts regrouperait des pays ayant une couverture forestière importante – tels que la Russie, l'Indonésie, ainsi que les principaux importateurs de produits ligneux, comme les Etats-Unis, le Brésil et le Japon.

La Commission a également recommandé l'établissement d'un Index du capital forestier qui prendrait en compte les avantages économiques découlant des fonctions écologiques de la forêt et pas seulement sa valeur en termes de bois exploitable.

Lors d'une audience sur la concurrence dans le domaine des industries du bois et du papier, qui s'est tenue mi-mai à la Commission américaine du commerce international, les responsables américains de l'industrie du bois et du papier ont incité cette Commission à prendre en compte les obstacles déloyaux au commerce du bois et du papier dans le prochain cycle de pourparlers de l'OMC.

Selon ces responsables, les produits asiatiques et latino-américains subventionnés constituent une menace pour la compétitivité de l'industrie américaine du bois et du papier. Lors de la même audience, les groupes écologistes ont mis en garde contre un assouplissement des droits tarifaires sur les produits ligneux, en attirant l'attention sur le fait que cela entraînerait une demande accrue en produits ligneux et qu'il en résulterait une déforestation dans de nombreux pays en développement.

Dans un autre domaine, un programme de reforestation au Malawi pourrait servir de modèle pour un plan de conservation régional actuellement développé par la SADC (Southern African Development Community). Le modèle du Malawi implique les communautés locales, surtout les femmes, dans des efforts visant à juguler la perte de couverture végétale.

Le Malawi, membre de la SADC, perd tous les ans 2% de son manteau végétal, car la population est en quête de terres agricoles et de bois de chauffe. Des sceptiques notent qu'il est peu probable que la SADC adopte rapidement le modèle de cogestion du Malawi car les programmes de gestion des ressources naturelles sont loin d'être une priorité pour les gouvernements de la SADC ; ceux-ci sont, en effet, contraints d'élaborer des programmes qui fournissent des rémunérations plus immédiates aux gouvernements locaux, aux donateurs et aux investisseurs du secteur privé.

Les activistes écologistes finnois en appellent à UPM-Kymmene, une grande entreprise forestière finnoise, pour qu'elle se retire de l'Indonésie. Selon ces groupes, UPM est en partenariat avec la firme indonésienne Asia Pacific Resource Holdings Ltd (APRIL), et ces entreprises sont toutes deux en train d'épuiser la forêt tropicale et de déplacer les communautés locales. Les responsables d'UPM réfutent les allégations des groupes, en faisant remarquer que le cycle d'abattage des deux entreprises était conforme aux politiques indonésiennes en la matière.

De même, Greenpeace Belgique a annoncé mi-mai qu'elle rencontrerait les responsables de huit grands importateurs de bois belges pour débattre de ce que Greenpeace dénonce comme étant des pratiques d'abattage non viables au Cameroun. Les activistes de Greenpeace ont temporairement empêché, en avril, le déchargement d'une cargaison de bois du Cameroun dans un port belge.

**Pourparlers de Bonn sur les changements climatiques : l'Union européenne et les Etats-Unis inflexibles sur les mécanismes de flexibilité**

Les responsables de 150 pays se sont réunis à Bonn du 31 mai au 11 juin sur la mise en œuvre du Protocole de Kyoto de 1997 portant sur les changements climatiques. Les pourparlers de Bonn – la dixième session de l'Organe subsidiaire sur le conseil scientifique et technologique (SBSTA – 10) et l'Organe subsidiaire pour la mise en œuvre (SBI – 10) – ont été organisés pour préparer l'ordre du jour de la cinquième Conférence des Parties à la Convention sur les changements climatiques devant se tenir à Bonn du 25 octobre au 5 novembre.

Le Protocole de Kyoto – adopté en décembre 1997 mais non encore en vigueur – demande aux pays industriels de réduire collectivement 5,2% en dessous de leurs niveaux de 1990, leurs émissions de gaz à effet de serre, d'ici 2008-2012. Les débats à Bonn, au cours des deux semaines, ont été essentiellement axés sur la façon dont les mécanismes dits de Kyoto (souvent appelés mécanismes flexibles) devraient opérer et sur la manière dont ils pourraient être utilisés pour répondre aux objectifs de Kyoto en matière de réduction des émissions. Les mécanismes de Kyoto comprennent l'échange d'émissions, le transfert de technologie et le mécanisme dit de développement propre qui est censé transférer vers les pays en développement les fonds et la technologie pour financer l'utilisation rationnelle de l'énergie, entraînant des réductions rentables en matière d'émission de gaz à effets de serre. Egalement à l'ordre du jour figuraient le développement de mécanismes de soumission de rapports pour préparer des bases de données sur les inventaires d'émissions et les progrès en matière de réduction ainsi que de mécanismes visant à garantir le respect du Protocole de Kyoto.

L'Union européenne a mis l'accent sur la nécessité de s'assurer que les mécanismes de Kyoto sont complémentaires des actions nationales (par exemple les taxes sur l'énergie et d'autres politiques) et de ne pas saper l'esprit du Protocole de Kyoto. A cette fin, l'Union européenne s'est dit en faveur d'un plafonnement ou 'cap' défini sur le recours aux mécanismes de Kyoto dans le portefeuille de réduction des émissions des pays. L'Union européenne souhaite un plafond de 50% sur les mécanismes de Kyoto, des réductions d'émission devant découler du développement de nouvelles technologies, de nouveaux processus et de changements de comportement des consommateurs.

Les Etats-Unis, le Japon, l'Australie, la Russie, la Norvège, le Canada et la Nouvelle Zélande se sont opposés à la proposition de l'Union européenne. Selon ces pays, fixer un plafonnement aux mécanismes pourrait réduire le flux de nouvelles ressources vers les pays en développement, entraver la rentabilité des mécanismes et rendre plus difficile les efforts visant à faire accepter le Protocole de Kyoto par les mandants locaux. Aucun accord n'a été conclu sur la question lors de la réunion de Bonn.

Concernant tout particulièrement le Mécanisme du développement propre, le Groupe des 77 pays en développement et la Chine ont mis l'accent sur le fait que les pays récipiendaires de fonds en matière de mécanisme de développement propre devraient être le seul juge pour déterminer si un projet répond aux priorités de développement durable.

Dans le même temps, un rapport émanant de l'Agence Internationale pour l'énergie a mis en garde contre le fait que la mise en œuvre d'un plafond concret sur les mécanismes de Kyoto, comme suggère l'Union européenne, entraînerait une perte d'efficacité économique, par rapport à 'programme commercial global sans entrave'. Le rapport note que le plafond devrait réduire les revenus disponibles pour les pays en développement au titre du mécanisme de développement propre.

Les observateurs notent qu'en raison de la nature techniquement et politiquement complexe de cette phase des pourparlers en vue de la mise en œuvre de Kyoto, on s'attend à ce qu'aucun développement majeur n'émerge de la Conférence des Parties-5, en automne 1999.

## L'OMS adopte une stratégie sur les rapports entre médecine et commerce

L'Organisation mondiale de la santé (OMS) a approuvé, le 24 mai, une Stratégie pharmaceutique révisée qui définit un rôle clair pour l'OMS en vue de la prise en compte des impacts des accords commerciaux sur l'accès des pays pauvres aux médicaments. La résolution met à jour la stratégie initiale de l'OMS en matière de médicaments, adoptée en 1986 pour garantir un accès équitable aux médicaments, leur qualité et leur usage rationnel.

La stratégie révisée a abandonné le texte polémique proposé l'an passé par l'Organisation mondiale de la Santé, que ses opposants ont perçu comme étant très critique vis-à-vis d'accords commerciaux tels que l'Accord de l'OMC sur les droits de propriété intellectuelle touchant au commerce (ADPIC) et qui, selon les firmes pharmaceutiques américaines, saperait la protection globale des médicaments brevetés. L'OMS a établi un comité pour régler les divergences entre les parties au cours de l'année passée, en vue de parvenir à la résolution adoptée le 24 mai.

La résolution note que l'Accord sur les ADPIC 'donne toute possibilité d'assurer la protection de la santé publique' et invite instamment l'OMS à œuvrer avec les gouvernements et les organisations internationales 'en vue de surveiller et d'analyser les conséquences des différents accords internationaux, y compris les accords commerciaux, sur le secteur pharmaceutique et sur la santé publique, afin que les Etats membres puissent évaluer effectivement et par la suite développer des politiques pharmaceutiques et sanitaires et des dispositions réglementaires qui prennent en compte leurs préoccupations et leurs priorités et qui soient à même de maximiser les impacts positifs et d'atténuer les impacts négatifs de ces accords'.

La résolution omet également certains termes de la proposition de résolution de l'année dernière, qui s'inquiétaient de ce que les nouveaux accords régionaux 'puissent avoir un impact négatif sur la capacité de production locale ainsi que sur l'accès aux produits pharmaceutiques et sur leurs prix dans les pays en développement'.

Les organisations non-gouvernementales (ONG) ont favorablement accueilli la proposition : 'Nous sommes très préoccupés par le nombre croissant de vies menacées en raison de l'accès inégal aux médicaments', a déclaré le Dr Bernard Pecoul de Médecins sans frontières (MSF). 'Avec Health Action International et Consumer Project on Technology, MSF soutient de tout cœur l'adoption de la résolution sur la stratégie révisée sur les produits pharmaceutiques ... Nous sommes convaincus que la résolution aide à prendre en compte les conséquences négatives des accords commerciaux sur l'accès aux médicaments'.

## Première réunion du Comité de Coopération pour le Développement de l'OMPI

Le Comité permanent de coopération en matière de propriété intellectuelle pour le développement à l'Organisation mondiale de la propriété intellectuelle (OMPI) a tenu sa première réunion fin mai, à Genève. La réunion a été essentiellement axée sur l'assistance aux pays en développement, en ce qui concerne l'introduction et la mise en œuvre de la protection de la propriété intellectuelle. Les pays en développement ont jusqu'à janvier 2000 pour mettre leurs régimes de propriété intellectuelle en conformité avec l'Accord de l'OMC sur les droits de propriété intellectuelle touchant au commerce (ADPIC), délai qui pose des problèmes à nombre de ces pays. Roberto Castello, Directeur général adjoint de l'OMPI, mis l'accent sur le fait que les pays les plus pauvres craignent de perdre des revenus car les grandes multinationales s'emparent de leurs idées et les enregistrent en leur nom propre.

La réunion a également fourni aux Membres de l'OMPI l'occasion de proposer des activités futures. Il a été demandé au Bureau international de faire davantage dans le domaine du savoir autochtone. Les pays d'Amérique Latine, tout particulièrement, sont soucieux de protéger leur savoir dans le domaine de la médecine traditionnelle.

## Consultations africaines relatives aux négociations ACP-UE sur le renouvellement de la Convention de Lomé

**Organisée par : le Ministre de l'Economie, des Finances et du Plan du Sénégal avec la Coalition Mondiale pour l'Afrique, Enda Tiers Monde et Solagral**

Les 22 et 23 juillet se sont tenues, à Paris, des consultations africaines sur le processus de renégociation des accords entre les ACP et l'Union européenne, à la lumière de l'évolution du contexte multilatéral. Cette initiative, prise par le Gouvernement du Sénégal, en collaboration avec la Coalition Mondiale pour l'Afrique, Enda Tiers-Monde et Solagral, visait à donner aux négociateurs africains des éclairages et éléments de réflexion sur le contexte et les enjeux des négociations en cours, particulièrement, dans le domaine commercial.

La rencontre ayant regroupé 14 pays africains et plusieurs pays européens, de même que des experts indépendants et des représentants de la société civile, a été organisée à titre purement informel, en marge du processus officiel de négociation, et à la suite de la première Conférence ACP/UE de négociation tenue à Dakar en février 1999. Les éléments de réflexion sur la négociation de Lomé ne constituent pas une stratégie de négociation, mais des éléments de référence qui se veulent utiles à l'élaboration de stratégies africaines et ACP de négociation.

Les consultations ont été introduites par l'exposé de points de vue et analyses d'experts et ont permis des discussions approfondies sur l'avenir du régime commercial ACP/UE en relation avec les stratégies de développement, les règles et normes issues des négociations de l'OMC. Ces débats ont montré que plusieurs options s'offrent aux négociateurs africains et que ces derniers, tout en tenant compte à la fois des dispositions réglementaires de l'OMC et des propositions de l'Union européenne relatives au Système généralisé de préférences (SPG) et aux Accords régionaux de partenariats économiques (ARPE), doivent formuler leur propre alternative.

Les participants demeurent convaincus que la convention de Lomé n'est pas une fin en soi. Elle doit favoriser une intégration progressive et harmonieuse des pays ACP dans l'économie mondiale. Les pays africains reconnaissent le processus de libéralisation multilatérale engagé dans le cadre de l'OMC, tout en prenant en considération les spécificités et les besoins des pays africains ainsi que leurs efforts d'intégration au niveau sous-régional et régional.

Toutefois, les participants estiment que la proposition européenne d'APER comporte un nombre trop important d'incertitudes et d'inconnus qu'il conviendra de lever afin que les pays ACP puissent s'engager en connaissance de cause. D'ores et déjà, ils soulignent que la distinction faite entre PMA et non PMA est contradictoire avec l'objectif d'intégration régionale et de solidarité au sein du groupe ACP.

En dépit de la volonté du groupe africain de parvenir à des accords commerciaux avec l'Europe respectant les intérêts légitimes des deux parties, les participants soulignent que les coûts d'ajustement relatifs aux accords régionaux et multilatéraux devront être étalés dans le temps. Dans cette perspective de nouvelles consultations, autant informelles qu'officielles, devraient avoir lieu pour approfondir les différentes options qui s'offrent à nos pays. Les conclusions de ces consultations devraient faire l'objet d'un large effort d'explication auprès des principaux partenaires (Union européenne, Etats Unis, Japon, Corée, etc.). A cet effet tous les moyens adaptés de lobbying devront être utilisés par les Etats africains.

A la suite de ces larges consultations les participants ont formulé les recommandations suivantes :

1- Constatant la multiplication des sphères de négociation, les participants ont considéré qu'il était nécessaire de favoriser la coordination entre les

(suite à la page 14)

*Consultations africaines ... (suite de la page 13)*

acteurs qui y évoluent, afin d'assurer la cohérence des positions africaines. Cet effort devra être accompli aussi bien au niveau de chaque pays qu'aux niveaux sous régional et régional.

2- Après avoir constaté la faiblesse des performances du système de préférences de la Convention de Lomé due principalement à la faiblesse des capacités d'offre, les participants ont estimé que le futur partenariat devra se traduire par un effort massif en faveur des investissements dans le domaine des infrastructures économiques et sociales, dans le développement des capacités, ainsi que dans la promotion de l'intégration économique régionale. Seul cet effort d'investissement massif permettra de doter les pays africains de capacités de croissance durable et d'instaurer les conditions d'une sortie de la pauvreté.

3- Concernant le futur régime commercial qui liera les ACP à l'Union européenne, les participants se sont basés sur la proposition élaborée dans le cadre du mandat ACP et réaffirmée à la Conférence de Dakar. Cette proposition consiste à négocier le maintien pour une période de dix ans des dispositions commerciales actuelles tout en améliorant les conditions d'accès aux marchés (règles d'origine, cumuls, tolérance en valeur ajoutée, autres réglementations techniques, etc.).

Il s'agit également de s'assurer de la prise en compte des coûts d'ajustement des économies africaines liés à la mise en oeuvre des règles et normes multilatérales. Cette période de dix ans serait mise à profit pour améliorer et consolider les capacités d'offre des économies africaines, et renforcer l'intégration régionale.

Une première phase préparatoire pourrait être consacrée à : (1) l'approfondissement de la discussion UE-ACP sur les lignes directrices de futurs accords commerciaux; (2) l'articulation nécessaire entre les discussions de Lomé et les négociations en cours à l'OMC; (3) la définition des modalités de finalisation des processus d'intégration régionale, au niveau économique et commercial, comme au niveau politique et institutionnel.

Une seconde phase couvrirait : (1) la mise en oeuvre et la consolidation des programmes d'intégration régionale; (2) la négociation avec l'UE d'accords commerciaux conformes aux règles de l'OMC.

Les participants considèrent que ces deux phases sont nécessaires et, au terme de celles-ci, des accords alternatifs UE-ACP pourraient être mis en oeuvre.

4- Les participants ont estimé qu'avant de s'engager dans la négociation d'un nouveau régime commercial, il était nécessaire d'apprécier convenablement :

- l'évolution du système commercial multilatéral (Seattle, novembre 99),
- les résultats de la révision du système des préférences généralisées en 2004,
- la réforme de la Politique agricole commune (PAC) ...

Dans le même sens, ils ont retenu de réaliser d'une part, un bilan approfondi de l'impact des préférences de Lomé depuis 1975, et d'effectuer, d'autre part, des études d'impact des options commerciales qui s'offrent à eux, à partir de leurs propres réalités régionales.

5- Les participants se sont accordés sur la nécessité de rechercher une complémentarité entre les processus de négociation dans les cadres de Lomé et de l'OMC. Cette démarche devra reposer, principalement, sur l'idée que, pour défendre au mieux leurs intérêts vis-à-vis de l'Union européenne, les pays ACP doivent créer un rapport de force qui leur soit plus favorable, dans la mesure où le cadre de Lomé et le forum de l'OMC sont également des instances politiques. A cet égard les participants soulignent les besoins d'une coordination entre l'UE et les ACP au sein de l'OMC.

L'ouverture probable d'un nouveau cycle de négociations à l'OMC au début de l'année 2000 offre une opportunité aux pays ACP pour conclure les lignes directrices du nouveau partenariat avec l'Europe, et la possibilité de construire des alliances stratégiques dans le cadre de ces négociations.

**Les pourparlers de Lomé ralentis par un désaccord sur les accords régionaux**

Les négociations se déroulent à un rythme lent pour Lomé V, l'accord sur le commerce et l'aide devant succéder à la Convention actuelle de Lomé IV entre l'Union européenne et 71 pays d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique (ACP).

'Le rythme des négociations est en lui-même un symptôme d'un autre problème, à savoir l'écart entre les attitudes et les souhaits de chacune des parties en ce qui concerne la nature et la teneur de l'accord à venir', a déclaré Carl Greenidge, Secrétaire général adjoint des ACP.

L'OMC a spécifié auparavant que les termes de l'échange favorables accordés par l'Union européenne aux pays ACP au titre de Lomé n'étaient pas en accord avec les règles commerciales internationales. Toutefois, l'OMC permettait à la Convention de Lomé actuelle d'opérer au titre d'une dérogation temporaire. L'Union européenne et les ACP chercheront maintenant à réformer l'accord de Lomé pour le rendre compatible à l'OMC tout en offrant toujours aux pays ACP les possibilités de développement visées dans l'esprit de Lomé. Un désaccord majeur existe à propos de la proposition de l'Union européenne visant à établir des zones de libre échange réciproque inter-régional au titre d'accords régionaux de partenariat économique. Les pays ACP craignent que l'Union européenne n'utilise ces accords pour s'assurer un accès aux marchés ACP.

Des observateurs citent en exemple le récent accord commercial entre l'Union européenne et l'Afrique du Sud. Aux termes de cet accord, l'Union européenne a négocié avec l'Afrique du Sud, leader économique de la région, un accès pour ses produits agricoles subventionnés. Cependant, l'accord étend l'accès de l'Union européenne aux marchés des partenaires commerciaux régionaux de l'Afrique du Sud au sein de la SADEC (Southern Africa Development Community), qui ont des économies plus faibles, constituant ainsi une menace pour les producteurs locaux de la Communauté.

En outre, les pays ACP soutiennent que l'établissement de zones de libre échange entre pays/groupes économiquement disparates (par exemple, entre l'Union européenne et la SADEC) tend à détourner les échanges plutôt qu'à en créer.

Ce qu'il faut, selon les observateurs de Lomé, c'est un mécanisme pour combler les écarts en termes de ressources techniques et humaines entre les pays de l'Union européenne et des ACP pour permettre à ces derniers de concurrencer l'Union européenne et pour rendre réalisables les accords régionaux de partenariat économique. L'Union européenne a proposé pour ces accords une phase de 10 ans démarrant en l'an 2000.

Les pays ACP, bien que soutenant que le statut quo ne pourra perdurer, militent pour une période de transition d'au moins dix ans devant débiter en 2005. Ils proposent que le système de préférences de Lomé soit renforcé au cours de la période 2000-2005. Ils remettent en question l'argument de la non compatibilité aux règles de l'OMC utilisé par l'Union européenne pour refuser cette solution.

Un Conseil ministériel a eu lieu du 26 au 29 juillet à Bruxelles. Il a été précédé d'une réunion africaine et de la discussion d'un document d'experts présentant des solutions de rechange aux accords de partenariat économique proposés par l'Union Européenne. Nous en rendrons compte dans le prochain numéro de Passerelles.

**Afrique : les ministres se réunissent pour construire une communauté économique**

Les ministres des pays membres de la Communauté économique africaine (CEA) se sont réunis en mai pour discuter de l'élaboration de politiques intégrées en matière de transport, de communications et de tourisme. Les

responsables ont noté que la médiocrité des infrastructures pour le transport routier restait un obstacle au commerce entre les pays africains.

Les ministres ont convenu d'un protocole pour promouvoir l'établissement de réseaux intégrés afin de 'faciliter la libre circulation des personnes, des biens et des services entre Etats Membres et de renforcer leur intégration physique et économique'.

Les pays africains ont signé, il y a cinq ans, le Traité d'Abuja établissant la Communauté économique africaine (CEA) qui couvre des domaines tels que la suppression des obstacles tarifaires et non tarifaires au commerce régional et intra-communautaire de biens et de services et l'harmonisation des droits et des procédures en matière de douane.

Egalement en mai, l'Organisation de l'unité africaine (OUA) a encouragé les efforts visant à renforcer l'intégration économique afin de rehausser la compétitivité de l'Afrique sur le marché global.

### Le COMESA met l'Afrique du sud en garde contre l'accord commercial avec l'Union Européenne

Lors d'une réunion organisée par le COMESA (Common Market for Eastern and Southern Africa), au début du mois de juin, portant sur la politique de la concurrence, le commerce et le développement, les Membres ont averti qu'ils contesteraient l'accord de libre-échange récemment conclu entre l'Afrique du Sud et l'Union européenne, si cet accord était jugé défavorable à leurs économies.

L'union européenne et l'Afrique du Sud ont convenu au début de l'année d'un accord de libre-échange qui doit entrer en vigueur en janvier 2000 et qui concernerait 90% des 20 milliards de dollars US de commerce bilatéral annuel.

'Le COMESA est ... en train d'examiner minutieusement l'accord commercial ainsi que sa compatibilité avec les dispositions de l'OMC qui régissent les arrangements commerciaux régionaux', a déclaré Erastus Mwencha, Secrétaire général du COMESA. 'Si cet accord était jugé incompatible avec ces dispositions, surtout dans la mesure où il aurait des effets négatifs sur les pays en développement et les pays les moins avancés de la région, les Etats Membres du COMESA pourraient choisir de contester son acceptabilité et son applicabilité dans le cadre de l'OMC', a-t-il ajouté.

L'un des points de cet accord permet à l'Union européenne d'accéder aux marchés voisins de la Southern Customs Union (SACU – Union douanière d'Afrique Australe).

Les responsables de la SACU sont peu satisfaits de cet accord d'accès au marché apparemment inégal passé dans le secteur agricole, qui, selon eux, permettrait aux exportations agricoles subventionnées et bon marché de l'Union européenne d'inonder les marchés de l'Afrique du Sud et des pays de la SACU, constituant ainsi une menace sérieuse pour les petits agriculteurs (non subventionnés) de ces pays.

Les cinq Membres de la SACU sont : l'Afrique du Sud, le Botswana, le Lesotho, la Namibie et le Swaziland, ces trois derniers étant également Membres du COMESA.

Ceci fait suite aux attaques précédentes de certains Membres du COMESA - notamment le Kenya - menaçant d'adopter un régime tarifaire extérieur commun contre les pays non-membres du COMESA. Ceci aurait des effets négatifs sur les exportations sud-africaines, essentiellement agricoles.

Toutefois, les pays du COMESA ayant des économies plus faibles sont peut-être moins disposés que le Kenya à s'opposer à l'Afrique du Sud, la plus grande puissance économique de la région, de façon agressive. Le Kenya a menacé de prendre des mesures unilatérales de protection contre l'Afrique du Sud s'il ne peut s'assurer un appui large au sein du COMESA.

## PASSERELLES

entre le commerce et le développement durable

### BRIDGES/PUENTES/PASSERELLES

visent à fournir des informations et des analyses sur les relations entre le commerce et le développement durable afin de favoriser la participation d'un nombre croissant d'acteurs dans les débats internationaux. ICTSD et ses partenaires remercient la John D. et Catherine T. MacArthur Foundation pour l'appui qu'elle fournit à la publication de Passerelles et de Puentes.



**ICTSD**  
INTERNATIONAL CENTRE FOR  
TRADE AND SUSTAINABLE  
DEVELOPMENT

*BRIDGES Between Trade and Sustainable development* est publié mensuellement par le Centre international pour le commerce et le développement durable.

Directeur Exécutif : Ricardo Meléndez-Ortiz

Chargée de publication : Anja Halle

Rédactrice associée: Caroline Dommen

Adresse: 13 chemin des Anémones  
1219 Genève, Suisse

Tel: (41-22) 917-8492

Fax: (41-22) 917-8093

E-mail: ictsd@ictsd.ch



*PUENTES Entre el Comercio y el Desarrollo Sostenible*, l'édition Latino-américaine de *BRIDGES*, est publiée tous les deux mois en collaboration avec Fundación Futuro Latinoamericano.

Coordinateur: Nicolas Lucas

Chargée de publication: Mariá Amparo Albán

Adresse: Casilla 17-17-558  
Quito, Ecuador

Tel: (593-2) 451-822/463-503

Fax: (593-2) 456-521

E-mail: ffla1@fulano.org.ec



enda tiers-monde

*PASSERELLES entre le commerce et le développement durable*, l'édition en français de *BRIDGES* est publiée tous les deux mois par ICTSD et ENDA Tiers-Monde.

Secrétaire Exécutif: Jacques Bugnicourt  
Chargé de publication:

Taoufik Ben Abdallah

Adresse: B.P. 3370 Dakar, Senegal

Tél: (221) 821-70-37

Fax: (221) 822-2695

E-mail: syspro2@enda.sn

Web: <http://www.enda.sn>

Les opinions exprimées dans les articles publiés dans *BRIDGES*, *PUENTES* et *PASSERELLES* sont celles de leurs auteurs et ne reflètent pas nécessairement les positions de ICTSD, Fundación Futuro Latinoamericano et ENDA-Tiers Monde. Des extraits de ces articles peuvent être utilisés dans un but non commercial par d'autres publications à condition d'en citer l'origine et les auteurs.

### SITE WEB ICTSD

<http://www.ictsd.org>

*BRIDGES*, *PUENTES* et *PASSERELLES* sont disponibles sur le site internet de ICTSD en format pdf et html.

### BRIDGES Weekly Trade News Digest

Si vous désirez vous abonner à la revue hebdomadaire des nouvelles sur le commerce, l'environnement et le développement de ICTSD, envoyez un courrier électronique à : [Majordomo@igc.apc.org](mailto:Majordomo@igc.apc.org). Ne remplissez pas la ligne objet. Dans le corps du texte, mentionnez: subscribe tradedev. La revue est aussi disponible sur le site internet de ICTSD. Pour l'obtenir par fax ou par courrier électronique, contactez ICTSD.



Toutes les réunions de l'OMC ont lieu à Genève. Les dates peuvent changer. Veuillez contacter l'OMC pour confirmation.  
Internet : <http://www.wto.org>. Tous les numéros de téléphone et de Fax de l'OMC commencent par (41-22) 739-  
Seuls les numéros de postes sont donnés dans ce document.

### Réunions en août, septembre et octobre

16 août	Consultation de l'Inde avec l'OMC. New Delhi-Inde. Contacter : Shalini Bhutani, e-mail : <a href="mailto:divwomen@ndf.vsnl.net.in">divwomen@ndf.vsnl.net.in</a>
2-4 septembre	International Conference on Biotechnology in the Global Economy. Cambridge-Massachusetts. Contacter : Calestous Juma à Harvard University, tél : (1-617) 496-0433, fax : (1-617) 496-8753, e-mail : <a href="mailto:calestous-Juma@Harvard.Edu">calestous-Juma@Harvard.Edu</a>
12-17 septembre	FAO/Netherlands Conference on the Multifunctional Character of Agriculture and Land Maastrich. Visiter le site de la FAO : <a href="http://www.fao.org/mfcal/welcome.htm">www.fao.org/mfcal/welcome.htm</a>
20 septembre	Comité des règles d'origine de l'OMC Contacter Eki Kim, tél : 5584, fax : 5770
20-21 septembre	Conseil du commerce des services de l'OMC Contacter : A.-Hamid Mamdouh, tél : 5435, fax : 5771
21 septembre	Sous-Comité du commerce des pays les moins avancés de l'OMC Contacter : Ingela Nilsson, tél : 5230, fax : 5774
27 septembre	Comité des règles d'origine de l'OMC Contacter : Eki Kim, tél : 5584, fax : 5570
27-28 septembre	Organe d'examen des politiques commerciales de l'OMC : Philippines Contacter : Clemens Boonekamp, tél : 5226, fax : 5765
29-30 septembre	Comité de l'agriculture de l'OMC Contacter : Paul Shanahan, tél : 5095, fax : 5760
30 sept-1 octobre	Comité des obstacles techniques au commerce de l'OMC Contacter : Vivien Liu, tél : 5455, fax : 5774
6 octobre	Conseil général de l'OMC Contacter : Paulo Bartel-Rosa, tél : 5095, fax : 5761
6-7 octobre	Groupe de travail de la transparence des marchés publics de l'OMC Contacter: Vesile Kulaçoglu, tél : 5187, fax : 5790
7 octobre	Comité du commerce et du développement de l'OMC Contacter : Chiedu Osakwe, tél : 5250, fax : 5774
20-22 octobre	Conseil des ADPIC de l'OMC Contacter : Matthijs Geuze, tél : 5418, fax : 5790
25-26 octobre	Les prochaines négociations de l'OMC: perspectives et bénéfices pour le monde des affaires. Genève, Suisse. Contacter Les bureaux de FTA à Bruxelles. Tél: (32- 2) 762 0551. E-mail: <a href="mailto:fta.knapp@pophost.eunet.be">fta.knapp@pophost.eunet.be</a>

### Publications et Ressources

Bailey Britt and Lappe Marc, Against the grain: biotechnology and the corporate takeover of the food, 1999. Video. Point de vue scientifique, politique et économique concernant l'utilisation des graines génétiquement modifiées et du contrôle des ressources génétiques par les compagnies internationales. Contacter Video Project, 200 Estates Dr. Ben Lomond, CA 95005, fax: (1 831) 336 2168, e-mail: [videoproject@videoproject.org](mailto:videoproject@videoproject.org), web: [www.videoproject.org](http://www.videoproject.org).

CNUCED. Rapport annuel sur les pays les moins avancés, 1998. Analyse socio-économique et données sur les 48 pays que les Nations-Unies classent comme pays les moins avancés (PMA). Le rapport consacre une section spéciale aux intérêts commerciaux des PMA. Explique pourquoi ces pays restent en marge du système multilatéral et ce que l'on peut faire pour faciliter leurs intégrations dans l'Organisation mondiale du commerce (OMC) et stimuler ainsi leur développement par les échanges. Pour recevoir une copie, s'adresser à [reference.service@unctad.org](mailto:reference.service@unctad.org).

CNUCED. Rapport sur le commerce et le développement, 1998. 'La prépondérance de l'activité financière sur l'activité économique et la mondialisation du secteur financier deviennent des sources fondamentales d'instabilité et d'imprévisibilité dans l'économie mondiale. Les marchés financiers ont manifestés depuis quelque temps une aptitude autonome à déstabiliser les pays en développement...'. Disponible sur web: [www.unctad.org/fr/pressref/pressref.htm](http://www.unctad.org/fr/pressref/pressref.htm). Pour recevoir une copie, envoyer votre demande avec nom et adresse à [reference.service@unctad.org](mailto:reference.service@unctad.org).

Dawkins Kristin. En ligne de mire: les droits de propriété intellectuelle et la privatisation de la vie. Fait le point sur la politique étrangère des Etats-Unis en matière de propriété intellectuelle sur le vivant et les conflits internationaux suscités récemment par l'offensive américaine. Politique étrangère: le point, vol4, N°4, Washington DC, janvier 1999. Disponible sur web: [www/sustain.org/biotech](http://www/sustain.org/biotech).

ENDA-Energie. Development : a centerpiece of the Kyoto protocole: an african perspective, 1999. L'approche des pays en développement sur la question du changement climatique aura une grande influence sur la place qu'ils occuperont dans l'établissement d'un agenda futur sur le développement mondial. La communication examine la manière dont le protocole sur le changement climatique peut contribuer au développement durable de l'Afrique. De nombreuses méthodes pour atteindre ce but en limitant l'émission de gaz à effet de serre sont suggérées. Contacter Enda énergie 54 rue Carnot, Dakar - Sénégal; e-mail: [energy@enda.sn](mailto:energy@enda.sn), tél (221) 822 59 83.

Fondation GAIA et GRAIN. Droits de propriété intellectuelle et biodiversité: les mythes économiques. Fondation GAIA et GRAIN, commerce mondial et biodiversité en conflit, N°3, octobre 1998. Ce rapport examine les coûts et bénéfices économiques de l'ADPIC, particulièrement dans les pays en développement qui sont riches en biodiversité. Met en question trois mythes relatifs au rapport entre droits de propriété intellectuelle et développement économique: le mythe de transfert de la technologie, le mythe de l'innovation et le mythe des investissements. Disponible sur web: [www.grain.org/publications/french/num3.htm](http://www.grain.org/publications/french/num3.htm).

Gbakima Aiah, Gervais Dominique et Sankoh Osman, Revue africaine de gestion et d'évaluation environnementale (RAGEE). Première revue internationale sur les questions d'environnement en Afrique. Disponible en anglais et en français. e-mail: [sankoh@amadeus.statistik.uni-dortmund.de](mailto:sankoh@amadeus.statistik.uni-dortmund.de) ou [agbakima@morgan.edu](mailto:agbakima@morgan.edu) ou [iaia@secretariatfranco.org](mailto:iaia@secretariatfranco.org).

GRAIN, ADPIC contre biodiversité: que faire de la révision de l'Article 27.3(b) en 1999?. GRAIN, Barcelone. Disponible sur web: [www.grain.org/publications/french/adpic.htm](http://www.grain.org/publications/french/adpic.htm).

GRAIN. La mission impossible de l'OMPI?. Le nouveau programme de l'OMPI visant à étendre les bénéfices des droits de propriété intellectuelle (DPI) à de nouveaux groupes cibles, tels que les peuples indigènes, a-t-il pour objectif réel d'aider ces groupes ou, vise-t-il simplement à les intégrer dans le jeu de l'OMC en leur imposant les DPI et en préparant le terrain pour l'ADPIC. GRAIN, Seedling, vol 15, N°3, Barcelone, septembre 1998. Disponible sur web: [www.grain.org/publications/french/ompi.htm](http://www.grain.org/publications/french/ompi.htm).